



AU-DELÀ DE L'IDÉOLOGIE ET DE L'APPÂT DU GAIN : TRAJECTOIRES DES JEUNES VERS LES NOUVELLES FORMES DE VIOLENCE EN CÔTE D'IVOIRE ET AU MALI



AU-DELÀ DE L'IDÉOLOGIE ET DE L'APPÂT DU GAIN : TRAJECTOIRES DES JEUNES VERS LES NOUVELLES FORMES DE VIOLENCE EN CÔTE D'IVOIRE ET AU MALI

RAPPORT DE RECHERCHE PARTICIPATIVE

OCTOBRE 2016

Grâce à l'appui de



Le contenu de ce rapport ne reflète pas l'opinion officielle de UNICEF. La responsabilité des informations et points de vue exprimés dans ce dernier incombe entièrement aux personnes consultées et aux auteurs.

Photo en couverture : Copyright Aboubacar TRAORE

Série INCH'ALLAH 2015

Tous droits réservés.

ISBN : 978-9966-1666-6-1

Copyright : Indigo Côte d'Ivoire, IMRAP et Interpeace 2016. Tous droits réservés.

Publié en Octobre 2016

La reproduction de courts extraits de ce rapport est autorisée sans autorisation écrite formelle, à condition que la source originale soit correctement référencée, incluant le titre du rapport, l'auteur et l'année de publication. L'autorisation d'utiliser des parties de ce rapport, en entier ou en partie, peut être accordée par écrit. En aucun cas le contenu ne peut être altéré ou modifié, incluant les légendes et citations. Ceci est une publication d'Indigo Côte d'Ivoire, de l'IMRAP et d'Interpeace. Les publications de ces dernières ne reflètent pas spécifiquement un intérêt national ou politique.

Les opinions exprimées dans cette publication ne représentent pas nécessairement les vues d'Indigo Côte d'Ivoire, de l'IMRAP et d'Interpeace. Pour des autorisations ou informations complémentaires, merci de contacter wao@interpeace.org

Interpeace

Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest

Villa n° 43
Cité Les Lauriers 5, Deux Plateaux
06 BP 2100 Abidjan
Côte d'Ivoire
Tél. : +225 22 42 33 41
E-mail : wao@interpeace.org
Web : www.interpeace.org

Indigo Côte d'Ivoire

Villa n° 43
Cité Les Lauriers 5, Deux Plateaux
22 BP 288 Abidjan 22
Tél. : +225 06 54 39 92
E-mail : indigocdi@gmail.com
Web : www.indigo-ci.org

IMRAP

Badalabougou Est, Avenue de l'OUA,
Rue 27, porte 357,
Bamako, Mali
Tél. : +223 20 22 18 48
E-mail : info@imrap-mali.org
Web : www.imrap-mali.org



En partenariat avec les Nations Unies

TABLE DES MATIÈRES

7	LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS
10	SYNTHÈSE ILLUSTRÉE
15	INTRODUCTION
17	Nouvelles formes de violence – éléments conceptuels
17	Méthodologie
23	CHAPITRE 1 À L'ORIGINE, UNE CRISE DE CAPACITÉ ET DE LÉGITIMITÉ DES CADRES « TRADITIONNELS » D'ÉDUCATION/SOCIALISATION DE L'INDIVIDU À GÉNÉRER DU CONTRÔLE SOCIAL
24	1.1 Rupture perçue dans la continuité éducative : ou quand l'école, la famille et la communauté ne s'accordent plus sur l'éducation des jeunes
26	1.2 « <i>Enfant est gâté oh : faut l'arranger !</i> » : un rôle d'éducation de plus en plus délégué à l'école
26	1.2.1 La pertinence, qualité et crédibilité de l'éducation formelle remise en cause
27	1.2.2 La figure du maître : une autorité chancelante
28	1.3 L'école confessionnelle : une source de résilience ?
30	Conclusion du chapitre
35	CHAPITRE 2 LA QUÊTE DE CADRES ALTERNATIFS DE SOCIALISATION : ENTRE RÉSILIENCE POSITIVE ET REPLI SECTAIRE VIOLENT
35	2.1 Quand les cadres alternatifs construisent des réponses aux attentes sociales des jeunes
36	2.1.1 Rapprochement du groupe à travers l'identification à une figure de modèle
38	2.1.2 Assimilation des codes et valeurs
38	2.2 Risques et opportunités liées à l'engagement dans des groupes alternatifs
39	2.2.1 Quand l'adhésion au groupe génère une résilience constructive en termes de socialisation pour le jeune
40	2.2.2 Quand l'identification au groupe conduit à de la désaffiliation sociale et à un engagement dans des trajectoires de violence
44	Conclusion du chapitre

47	CHAPITRE 3 PROFESSIONNALISATION DU POTENTIEL DE PRODUCTION DE VIOLENCE DES JEUNES : ENTRE DÉMARCHAGE OPPORTUNISTE, RÉSEAUTAGE ET QUÊTE DE TERRAIN DE PRESTATION
47	3.1 Typologie des trajectoires d'engagement vers la violence
48	3.1.1. De la famille aux groupes producteurs de violence : le passage en ligne directe
51	3.1.2. La construction progressive du potentiel de violence et d'une réputation à mettre à disposition
51	3.2 Un « marché de la violence » : entre offre et demande de production de violence
53	3.3 Professionnalisation de la « filière violence » : L'individu offre et cherche des opportunités
55	Conclusion du chapitre
58	CONCLUSION
58	RÉSULTATS CLÉS
60	RECOMMANDATIONS
65	ANNEXES
65	Annexe 1. Activités réalisées
68	Annexe 2. Composition socio-démographique des participants à la recherche participative
69	Annexe 3. Cartographie des localités consultées
73	BIBLIOGRAPHIE

TABLE DES ENCADRÉS

31	Encadré 1.1 « Les <i>grins</i> d'aujourd'hui » ou la réinvention risquée d'un cadre traditionnel de socialisation
37	Encadré 2.1 La violence à l'école : de la bagarre à deux aux affrontements en bandes organisées en Côte d'Ivoire
39	Encadré 2.2 L'histoire de Madouros – le processus d'intégration d'un Da'aï
40	Encadré 2.3 Les motos-taxis à Bouaké – la solidarité et la violence comme moyen de survie économique
42	Encadré 2.4 Kadji-Dar Salam, où quand une communauté confinée à la marge reprend (violemment) sa place
50	Encadré 3.1 Définition de la masculinité et valorisation de la figure guerrière
52	Encadré 3.2 Une histoire d'élection étudiante ordinaire à Bamako

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AEEM	Association des Elèves et Etudiants du Mali
AP-WE	Association du Peuple Wè
BTS	Brevet de Technicien Supérieur
BEPC	Brevet d'Etudes du Premier Cycle
COB	Collège d'Orientation de Bouaké
COGES	Comité de Gestion d'Etudes Primaires Elémentaires
DDR	Démobilisation, Désarmement et Réinsertion
DREN	Direction Régionale de l'Education Nationale
ECM	Education Civique et Morale
EDHC	Education des Droits de l'Homme de la Citoyenneté
FLGO	Front de Libération du Grand ouest
FPI	Front Populaire Ivoirien
GPP	Jeunesse Pressée Pressée
ICG	International Crisis Group
IMRAP	Institut Malien de Recherche et d'Action pour la Paix
INDIGO	Initiative de Dialogue et de Recherche Action pour la Paix -Côte d'Ivoire
INS	Institut National des Statistiques
IPI	International Peace Institute
IUG	Institut Universitaire de Gestion
ISS	Institut d'Etudes Stratégiques
MCA	Maison de Correction et d'Arrêt
MICS	Multiple Indicator Cluster Surveys
MJP	Mouvement pour la Justice et la Paix
MNLA	Mouvement National de Libération de l'Azawad
MPIGO	Mouvement Populaire Ivoirien pour la défense du Grand Ouest
MUJAO	Mouvement pour l'Unicité du Jihad en Afrique de l'Ouest
ONG	Organisation Non Gouvernementale
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNHABITAT	Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains
USAID	Agence des Etats-Unis pour le Développement International

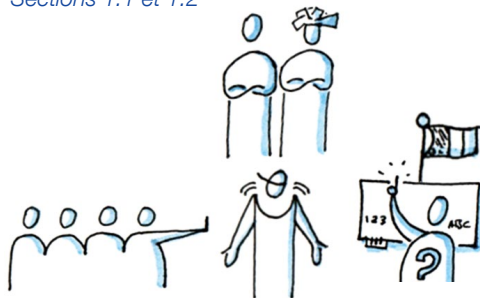
SYNTHÈSE ILLUSTRÉE

SYNTHÈSE ILLUSTRÉE

Ce qu'on apprend des trajectoires des jeunes vers les nouvelles formes de violence¹

Crise de socialisation (Chapitre 1)

- 1** En crise d'autorité et en l'absence de continuité éducative entre elles, la famille, la communauté et l'école formelle laissent les jeunes sans encadrement.
Sections 1.1 et 1.2



- 2** L'école coranique peut constituer un facteur de résilience positive (encadrement de proximité par le maître) ou parfois négative (certains maîtres instrumentalisent leur relation d'autorité).
Section 1.3



Recherche de cadres alternatifs (Chapitre 2)



- 3** Les jeunes sont en quête de reconnaissance et de modèles de réussite valorisants au sein de groupes alternatifs.
Section 2.1

Socialisation et professionnalisation de la violence (Chapitre 3)

- 5** Certains groupes en rupture avec la société valorisent la violence, amenant les jeunes à l'intérioriser comme moyen légitime de réussite ou de défense d'une identité collective.
Sections 2.2 et 3.1



- 4** L'idéologie et l'appât du gain sont des motivations secondaires
Sections 2.2.2, 3.3.2 et Introduction

- 6** Professionnalisation de la violence: Les jeunes valorisent et contractualisent leur potentiel de production de violence...
Sections 3.2 et 3.3

- 7** ... au delà des frontières étatiques dans la sous-région.
Section 3.3



¹ Une présentation visuelle simplifiée a été choisie pour communiquer les messages clés ressortant de l'étude. Nous reconnaissons cependant le caractère complexe du phénomène et ne suggérons pas qu'il se laisse expliquer à travers un processus linéaire.

Ce que cela implique pour nos actions

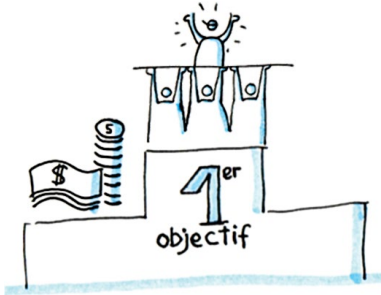
- 1** Appuyer des initiatives pour les jeunes, en impliquant toutes les parties prenantes.



- 2** Assurer un accompagnement communautaire à la réinsertion de jeunes violents.



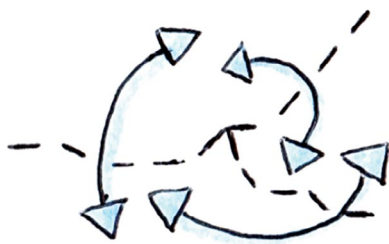
- 3** Placer le renforcement de l'estime de soi et la reconnaissance sociale au coeur des initiatives visant l'emploi des jeunes.



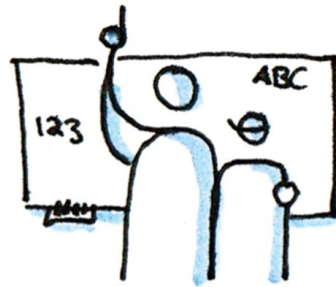
- 4** Valoriser et intégrer (au lieu de stigmatiser et exclure) les groupes en rupture avec la société.



- 5** Prendre en considération l'existence d'un d'une professionnalisation de la violence au-delà des frontières nationales.



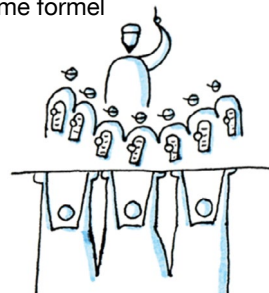
- 6** Intégrer la transmission du savoir-faire et du savoir-être dans le système de l'éducation et revaloriser le rôle de l'enseignant.



- 7** Assurer une continuité éducative entre famille, communauté et école.



- 8** Engager toutes les parties prenantes dans une meilleure compréhension de l'enseignement coranique, pour valoriser les bonnes pratiques et identifier les meilleures articulations possibles avec le système formel



INTRODUCTION

INTRODUCTION

La région ouest-africaine fait aujourd'hui l'objet d'une attention internationale accrue. Si les trafics divers, notamment au niveau du Sahel, y sont connus depuis longtemps – armes, drogues, êtres humains, etc. –, la crise qu'a connue le Mali en 2012 a mis en lumière et permis l'expansion de groupes armés dits « terroristes » – dont l'arrivée de l'étranger et/ou le degré d'enracinement local demeurent sujets à débat. Au Nigéria, l'enracinement et l'expansion du groupe Boko Haram semblent encore plus inquiétantes. L'engagement des jeunes dans ces diverses formes de violence ne se limite pas aux groupes armés dont certains sont dits terroristes : la criminalité en bande organisée chez les enfants et les adolescents prend de l'ampleur en Côte d'Ivoire¹, alors que les anciens combattants démobilisés demeurent un facteur de risque important² ; les violences liées aux « mercenaires » et aux groupes de chasseurs traditionnels affectent, quant à elles, la région du fleuve Mano depuis plus d'une décennie.³ Sujette à l'instabilité et l'insécurité ainsi engendrées, une partie de cette jeunesse semble se tourner vers diverses formes d'activisme violent, structurant des trajectoires à risque pour eux-mêmes, leurs communautés et pour la stabilité et la sécurité nationale et internationale. Depuis 2012, mais particulièrement en 2014 et 2015, le nombre d'attentats et de victimes en Afrique a décuplé.⁴

Même appuyée par la mobilisation des plus grandes puissances de ce monde, l'approche sécuritaire et répressive s'est montrée incapable d'endiguer la menace.⁵

1 Interpeace/Indigo (2015), *Obstacles à la cohésion sociale et dynamiques de violence impliquant les jeunes en milieu urbain*, Abidjan.

2 Focus groupe ex-combattants démobilisés, Bouaké, Côte d'Ivoire, 28/04/2016.

3 Voir Libéria, Sierra Leone, Guinée : la régionalisation, Politique Africaine, no.88, décembre 2002 ; GALY, Michel (2007), *Guerres nomades et sociétés ouest-africaines*, L'Harmattan.

4 Voir les données colligées par Global Terrorism Database : <https://www.start.umd.edu/gtd/> (en ligne).

5 Voir par exemple : ICG (2015), *The Central Sahel: A Perfect*

Face à ce constat, une approche plus macrosociologique s'est progressivement imposée : si on ne peut réprimer par la force, ce phénomène, il faut en comprendre les causes profondes et agir sur elles.⁶ Ces facteurs structurels sont généralement considérés être la pauvreté, le chômage, la faiblesse de l'État, les inégalités en matière d'accès à l'éducation, la mauvaise gouvernance, l'exclusion politique, etc.⁷ Cette approche a poussé certaines puissances internationales ainsi que des agences d'aide au développement à ériger l'éradication de la pauvreté en impératifs stratégiques, surtout dans les États dits fragiles, celle-ci devant contribuer à la lutte contre l'extrémisme violent.⁸ Mais ces analyses structurelles, bien qu'elles ne soient pas dépourvues d'intérêt, ont également leurs limites. En effet, parmi la forte proportion de jeunes vivant dans des conditions comparables, le basculement dans la violence demeure un événement statistiquement rare.⁹

Le processus national de consultations sur les obstacles et les priorités pour la paix mené au Mali par Interpeace et son partenaire local, l'Institut Malien de Recherche Action pour la Paix (IMRAP), a pu démontrer que lors de la crise de 2012, dans la région de Gao, des facteurs structurels communs (manque d'opportunités économiques, vide de gouvernance, marginalisation politique, insécurité, frustration, etc.) ont poussé les jeunes de mêmes localités

Sandstorm, Rapport Afrique, no. 227.

6 USAID (2009), *Guide to the drivers of violent extremism*, Février 2009.

7 European Commission (2006), "Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, The European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions", Brussels, June 14, pp 3-4.

8 CASSIDY, T. (2010), "How Foreign Aid Affects Terrorism: Studying the Channel of Social Spending", *Issues in Political Economy*, Vol 19, Georgetown University.

9 « [...] Since, when violent extremists are considered as a group, there is so little in their psychological and socioeconomic background to tie them together, some authors have concluded that trying to identify vulnerable populations makes little empirical and logical sense. » ; USAID (2009), *op.cit.*, p.61.

vers des trajectoires totalement distinctes.¹⁰ Certains jeunes ont rejoint les rangs de groupes séparatistes, d'autres des groupes dits djihadistes, d'autres encore ont fui, évité tant bien que mal le conflit, ou se sont organisés et engagés dans les groupes de résistance civique. Comment expliquer que, confrontés aux mêmes causes structurelles, aux mêmes stress, aux mêmes événements, seule une fraction de jeunes bascule vers la violence ?

Le travail d'Interpeace mené auprès des gangs violents au Salvador démontre par exemple que les dynamiques poussant les jeunes à rejoindre ou demeurer au sein de ces groupes sont beaucoup plus complexes que la simple question économique, et s'appuient sur une série de facteurs d'ordre psycho-sociaux tels que l'identité, les possibilités de mobilité sociale, l'appartenance et la sécurité du groupe et la fierté d'y contribuer¹¹. Un rapport de Mercy Corps remet également en question ce type de logiques en expliquant par exemple que la formation professionnelle pour les jeunes ne contribue pas à les empêcher de rejoindre les milices : « *un nombre croissant de preuves [...] ne trouve aucune relation entre le chômage et la volonté d'une jeune personne à exercer, ou à soutenir, la violence politique* ». ¹²

En réalité, trop d'analyses perçoivent les jeunes comme des éléments passifs sur qui une violence est exercée, ou comme des êtres vulnérables faciles à mobiliser/endocliner. Or, cette étude démontre que les jeunes sont des acteurs à part entière des dynamiques de violence et ils exercent leurs propres choix – même si ces choix sont souvent limités et/ou définis par le contexte.

Des approches psychologiques ont tenté d'expliquer, sur le plan individuel, ce qui pourrait amener ces jeunes à s'engager dans la violence. Selon elles, ce sont les troubles psychopathologiques qui expliqueraient le basculement de certains individus dans la violence dite « extrême ». Pour certains chercheurs, ces individus seraient incapables d'exercer un contrôle effectif sur leurs impulsions agressives. Ils estiment ainsi que des politiques éducatives empêchant la désactivation des mécanismes de contrôle moral pourraient contribuer à la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent.¹³ Toutefois, ces impulsions agressives ne constituent pas des traits communs à tous les individus engagés dans

la violence. Les traits psychologiques que ces individus ont souvent en commun est le manque d'empathie avec leurs victimes, des idées dogmatiques, une vision utopique ou simpliste du monde.¹⁴ En outre, il reste à clarifier si ces traits psychologiques sont prédéfinis, ou s'ils sont plutôt façonnés par leur expérience au sein de groupes violents – nous verrons au cours de cette étude, qu'ils semblent être le fruit d'une socialisation progressive. Globalement, les travaux menés à ce jour semblent indiquer qu'il serait vain de tenter de définir un profil psychologique type ou une règle générale qui expliquerait la logique psychologique individuelle menant vers l'engagement violent.¹⁵ Dans la même lignée, des études récentes – dont la recherche – démontrent que l'aspect idéologique semble jouer un rôle marginal dans les dynamiques de violence.¹⁶ En effet, si le discours de légitimation idéologique justifie et donne un sens à l'action violente, en faire la cause centrale permet certes de simplifier la complexité du phénomène, mais occulte le fait que l'engagement violent résulte de l'intersection de l'environnement social et des trajectoires individuelles.¹⁷

À cet effet s'est développée, à l'intersection des approches macrosociologiques et psychologiques, une approche plus psychosociale. Selon cette approche, l'engagement dans la violence n'est pas le fruit d'un déterminisme social ou psychologique, mais d'un processus d'interaction sociale.¹⁸ Le choix d'un individu d'intégrer un groupe violent peut être influencé par son environnement sociopolitique et perçu comme un moyen d'élargir son réseau, comme le souligne la théorie des mouvements sociaux.¹⁹ En clair, il s'agit d'une forme de processus de socialisation.²⁰ En résumé, s'il est vain de tenter de définir un portrait psychologique type de l'individu à risque de basculer vers l'engagement violent, en revanche, on peut comprendre ce qui structure le champ des possibilités, ce qui définit les choix qui s'offrent à ces jeunes, et le rôle de l'éducation et des logiques de groupes dans ce processus.

10 Interpeace/IMRAP (2015), *L'autoportrait du Mali : les obstacles à la paix*.

11 Interpeace (2015), *Bridging gaps - Interpeace and the reduction of violence in El Salvador*.

12 Mercy Corps (2015), *Youth & Consequences: Unemployment, Injustice and Violence*.

13 ALY, A. et al. (2014), "Moral Disengagement and Building Resilience to Violent Extremism: An Education Intervention", *Studies in Conflict and Terrorism* Vol. 37.

14 De la CORTE, L., (2007) "Explaining Terrorism: A Psychosocial Approach", *Perspectives on Terrorism*.

15 *Ibid.*

16 ISS (2016), *Jeunes « djihadistes » au Mali : Guidés par la foi ou par les circonstances ?*, Note d'analyse 89.

17 COOLSAET, R. (2016), "All Radicalisation is Local: The genesis and drawbacks of an elusive concept", *Egmont Paper 84*, Royal Institute for International Relations, p.23.

18 De la CORTE, L. (2007), "Explaining Terrorism: A Psychosocial Approach", *Perspectives on Terrorism*.

19 DELLA PORTA, D. and LAFREE, (2012) "Processes of Radicalisation and De-radicalisation", *International Journal of Conflict and Violence*, p 4-10 ; Clark MCCAULEY et Sophia MOSKALENKO (2008), "Mechanisms of Political Radicalization: Pathways Toward Terrorism", *Terrorism and Political Violence*, vol.20, no.3.

20 COOLSAET, R., *op.cit.*, p.29.

Cette étude vise donc à comprendre comment les différents espaces de socialisation²¹ (ou d'éducation au sens large) – famille, école, groupe d'amis, rue, communauté, groupes alternatifs – structurent les trajectoires de ces jeunes en Côte d'Ivoire et au Mali.

Nouvelles formes de violence – éléments conceptuels

Dans l'analyse des phénomènes de violence récents auxquels est confronté l'espace sahélo-sahélien, l'attention internationale a jusqu'à présent été largement forgée par les paradigmes de « radicalisation » et « d'extrémisme violent ». Néanmoins, il s'opère présentement une prise de conscience progressive que ces cadres d'analyse simplifient des réalités éminemment complexes. Les notions de « radicalisation » et « d'extrémisme » sont fondamentalement exclusives. Basées sur un ensemble d'analyses menées par des spécialistes externes aux sociétés et communautés touchées par ces phénomènes, elles placent les individus et les groupes identifiés en position de « radicaux » en marge de la société. Ces cadres créent et/ou renforcent ainsi des réalités d'exclusion et doivent donc être utilisés avec prudence. Mais surtout, toute analyse de ces phénomènes qui n'intègre pas les points de vue de ceux qui sont exclus par les approches traditionnelles – parce que « radicaux » ou parce qu'ils partagent leur quotidien avec ces derniers – ne peut être qu'incomplète. Fondée sur une compréhension limitée du phénomène et de ces dynamiques, les réponses voient alors leurs chances de succès et d'impact considérablement entravées.

En effet, les populations et les individus engagés dans ces diverses formes de violence, lorsqu'accompagnés, ont la capacité d'être réflexifs sur leurs réalités et/ou de co-construire une compréhension commune sur le rôle social de la violence dans leur société. Une telle approche nécessite cependant de se défaire au préalable de ses a priori et des limites et biais induits par les cadres conceptuels externes.

C'est pourquoi la notion volontairement libre de balises de « nouvelles formes de violence » a été mise de l'avant, permettant aux populations d'y insérer le contenu faisant sens pour elles, en fonction de leurs réalités et des risques de violence auxquels elles sont confrontées.

Méthodologie

La présente étude, conduite avec le soutien financier d'UNICEF, s'appuie sur le constat selon lequel, la recherche de la paix nécessite une approche globale, concertée et déterminée qui vise à traiter les causes profondes des conflits ou des problèmes, y compris dans leurs dimensions économiques, culturelles et sociales. Pour le processus actuel, il s'agit, à travers une analyse participative des itinéraires et du rôle des cadres d'éducation dans l'engagement des jeunes et adolescents dans les nouvelles formes de violence au Mali et en Côte d'Ivoire, de suggérer, outre les déterminants économiques et idéologiques, une perspective complémentaire privilégiant la complexité des dynamiques sociales autour de la violence comme éléments structurants.

Au demeurant, définir la jeunesse reste un exercice difficile car variant selon les sociétés, les Etats et les institutions. Parmi les institutions internationales travaillant sur cette thématique, le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) définit la jeunesse comme la population âgée de 15-24 ans²². Toutefois, en Afrique de l'Ouest cette catégorisation est interprétée au regard du contexte socioculturel dans lequel la jeunesse évolue. Ainsi, la définition de l'Union africaine considère comme jeunes les personnes âgées entre 15 et 35 ans²³. Au regard de cette diversité conceptuelle, dans le cadre de cette étude, sera considérée comme jeune toute personnes ayant moins de 35 ans.

Choix des localités

Capitalisant sur le travail déjà effectué par Interpeace et ses partenaires Indigo et IMRAP dans ces deux pays, le choix des localités-cibles s'étend de la zone sahélienne dans la région de Gao au Mali, jusqu'à Abidjan dans les zones côtières de la Côte d'Ivoire (voir cartographie en annexe). Cette approche transnationale présente plusieurs avantages : elle permet à la fois d'apprendre des liens et des singularités entre les différentes zones, mais également, par l'étude transversale des dynamiques en place, de relativiser le poids de certains facteurs locaux ou nationaux dont l'importance peut être déformée – poids des aspects religieux, ethniques, politiques, etc. Cette façon de faire a ainsi permis de déconstruire certaines idées reçues et de mettre à jour des dynamiques similaires et/ou transfrontalières. La compréhension des dynamiques se voit donc affiner et des recommandations préventives, le cas échéant peuvent être formulées.

21 Espace ou cadres à travers lesquels les normes sociales, pratiques et comportementales sont inculquées à l'enfant par la société.

22 UNICEF, "The State of the World's Children 2011", February 2011.

23 African Union (2006), « African Youth Charter ».

Abobo : Commune du District d'Abidjan de plus de 1 030 589 habitants²⁴, Abobo est une cité dortoir qui s'est particulièrement illustrée par son activisme violent pendant les différentes crises socio-politiques en Côte d'Ivoire. Ne disposant pas de tissu industriel véritable, elle concentre une jeunesse peu qualifiée et désœuvrée, dont la proportion de nombre de jeunes en rupture de scolarité est important. Plusieurs de ces jeunes se retrouvent fortement attirés par la violence et se recomposent dans des groupes et milieux violents comme celui du transport artisanal des biens et des personnes. Descendants, pour nombre d'entre eux, de migrants sahéliens venus tenter l'aventure urbaine en Côte d'Ivoire pendant la période coloniale, nombre de ces jeunes ont eu partie liée avec la rébellion, surtout au moment de la bataille dite d'Abidjan²⁵, en tant que supplétifs et forces combattantes associées aux forces armées des Forces nouvelles.

Bouaké : Seconde agglomération du pays, après Abidjan, Bouaké concentre une proportion importante de migrants burkinabés et maliens. Elle a été à la pointe de la propagation de l'Islam rigoriste wahhabite dans les années cinquante. Bien que située en pays akan²⁶, dans le centre de la Côte d'Ivoire, elle est fortement islamisée. Réputée pour le cosmopolitisme de son islam, on la dit compter quelques 900 mosquées pour une population globale de quelques 542 000²⁷ individus. Bouaké a vu converger vers elle, le temps de la crise militaro-politique de 2002, un nombre important de jeunes recrues, enrôlées de gré ou de force en provenance d'Abidjan ou de la sous-région pour rejoindre les rangs la rébellion armée qui a coupé le pays en deux une décennie durant.

Gao : La région de Gao, tout comme sa capitale éponyme, a été l'un des épicentres principaux des tensions et de la violence dans le Sahel

depuis la crise qu'a connue le Mali en 2012. La région, peuplée de 85 000 habitants, s'est vue successivement occupée par des groupes armés séparatistes, puis par les groupes dits djihadistes. Soumis aux mêmes pressions matérielles et conjoncturelles, les jeunes de Gao ont pourtant suivi des trajectoires diversifiées : certains joignant les forces rebelles, d'autres les groupes dits djihadistes comme le MUJAO²⁸ ou Ansar Dine, d'autres encore créant des groupes de résistance civique ou d'auto-défense, s'engageant dans des milices progouvernementales, se réfugiant dans les pays voisins, ou encore tentant de continuer leurs activités en s'adaptant tant bien que mal à une nouvelle réalité.

Sikasso : La région de Sikasso, frontalière avec la Côte d'Ivoire, a connu dans les années 1990 des épisodes de tensions sociales liées à la compétition entre courants au sein de l'islam, et notamment certains courants wahhabites.²⁹ Plus récemment, en 2015, une attaque armée menée contre des forces de l'ordre ont fait craindre l'installation dans la zone de groupes armés et, par extension, de l'insécurité de part et d'autre de la frontière³⁰.

L'approche de Recherche Action Participative

L'approche insufflée par Interpeace et implémentée par ses partenaires locaux Indigo Côte d'Ivoire (Initiative de Dialogue et Recherche Action pour la Paix) et l'IMRAP au Mali est basée sur la Recherche Action Participative (RAP). Celle-ci part de l'idée que les solutions aux défis auxquels les sociétés post-confliktuelles sont confrontées doivent être élaborées, décidées et détenues par ces dernières, afin de pouvoir apporter des remèdes efficaces et durables. Cette approche s'appuie sur un processus prenant en compte les avis de toutes les couches de la société, de la base au sommet. Ce faisant, le processus contribue à encourager une culture du dialogue et à améliorer les relations parmi des groupes parfois antagonistes, par le biais de rencontres répétées et structurées et d'une analyse conjointe des défis et des solutions à apporter. A terme, sa mise en œuvre permet aux acteurs confrontés à une situation, de dégager eux-mêmes,

24 Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH), INS-SODE, 2014.

25 Épilogue sanglant de la crise post-électorale de 2011 en Côte d'Ivoire, la bataille dite d'Abidjan renvoie à la descente sur la ville des forces pro-Ouattara à partir des positions tenues par celles-ci dans le Nord et l'Ouest du pays. Lancée à la fin mai 2011, cette offensive se conclura par l'arrestation de l'ex-Chef d'État Laurent Gbagbo dans le palais présidentiel, après plusieurs jours de combats violents ayant paralysé la capitale économique.

26 L'un des groupes ethniques composant le paysage sociologique ivoirien, à majorité chrétienne.

27 Recensement général de la population et de l'habitat, *op.cit.*

28 Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest.

29 IMRAP/Interpeace (2015), *Autoportrait du Mali, op.cit.*

30 Le 9 juin 2015, la localité de Misséni, dans la région de Sikasso au Mali, a été la cible de la première attaque de groupes armés dans cette région frontalière avec la Côte d'Ivoire, attribuée par les autorités aux « djihadistes ».

une analyse partagée et soutenue par tous, pouvant servir de base à la recherche participative de solutions consensuelles aux problèmes, en promouvant une inclusion quasi-systématique et une participation constructive des parties prenantes. De cette manière, les distances horizontales (entre les groupes sociopolitiques) et verticales (entre la population, les autorités locales et nationales) se réduisent.

Les questions posées au cours des focus groupes et entretiens individuels conduits sont demeurées ouvertes de manière à comprendre les trajectoires de jeunes vers les nouvelles formes de violence et à éviter de suggérer une réponse attendue. Cette approche permet de mieux évaluer l'importance portée à certains problèmes, les participants étant libres de guider la discussion autour des dimensions qui les préoccupent particulièrement.

Cette étude se veut avant tout qualitative et entend utiliser les résultats des consultations et les recommandations qui en découlent comme un instrument de réflexion prospective et d'aide à la définition et à la mise en œuvre d'actions concrètes. Les idées reprises dans le présent document doivent être comprises comme émanant de groupes construits au nom de la diversité et de la représentativité.

Le recours à l'outil audiovisuel

L'audiovisuel, largement utilisé comme complément à la recherche, fait partie intégrante de la méthodologie de travail. De ce fait, l'ensemble des activités, à savoir les focus groupes et entretiens individuels, réalisées dans le cadre de cette étude ont été enregistrées par vidéo afin de produire un film-documentaire qui accompagne ce rapport de recherche. L'utilisation de l'outil audiovisuel permet d'assurer l'authenticité des propos rapportés en gardant fidèlement les points de vue exprimés pendant les débats et de capturer l'ambiance dans laquelle les dialogues se sont déroulés. Il est particulièrement convaincant pour la restitution des résultats aux autorités ainsi qu'à des audiences non-alphabétisées et sert de support illustratif pour faire parvenir des éléments qui sont difficiles voire impossibles à capter dans un rapport écrit. C'est en effet un outil qui permet virtuellement de faire s'écouter et de créer des ponts entre des groupes sociaux qui normalement ne se rencontrent et/ ou ne dialoguent pas du fait de distances géographiques, ethniques, culturelles, générationnelles, voir psychologiques. Ainsi, par la diffusion de clips vidéo synthétisant les séances de dialogue à travers les différentes localités, les perceptions, recommandations et conditions du dialogue ont pu être transmises entre et au sein des différentes communautés ciblées dans le cadre de cette étude.

Une approche séquentielle gage d'une nécessaire appropriation

Concrètement, cette étude a été menée suivant deux phases séquentielles distinctes nécessaires pour créer un climat de dialogue sécurisé et ouvert et assurer l'implication de personnes légitimes, prêtes à s'asseoir pour dialoguer de manière constructive et en confiance :

(i) Des consultations dans les localités cibles

Sur une période de trois mois allant de mai à juillet 2016, les équipes de chercheurs-facilitateurs d'Indigo en Côte d'Ivoire et de l'IMRAP au Mali ont conduit des consultations dans les localités ivoiriennes d'Abobo et Bouaké, et celles de Sikasso et Bougouni (région de Sikasso), Gao et Kadji (région de Gao) et Bamako pour ce qui est du Mali. Ce processus aura engagé 641 personnes de part et d'autre des frontières, dont 347 sur le territoire ivoirien et 295 en terre malienne, à travers des groupes de dialogue (focus groupes) et des entretiens individuels. Au total, 32 focus groupes ont été organisés : 20 focus groupes menés dans les localités d'Abobo et de Bouaké par l'équipe d'Indigo ; et 12 focus groupes à Bamako, Sikasso, Gao et Bougouni à l'actif de l'équipe malienne (voir annexe).

Les focus groupes ont été composés afin d'assurer l'inclusivité et la diversité des participants, en fonction de leur appartenance au même secteur d'activité, à une même communauté ethnique, aux mêmes groupements ou associations. Une attention particulière a été accordée à la participation des jeunes (47% des participants avaient moins de 35 ans), des femmes (19%), des leaders communautaires, ou encore à certaines communautés fortement stigmatisées ou associées à des groupes porteurs de violence, afin d'assurer leur active participation (voir annexe). Les jeunes engagés dans diverses formes de violence ont également constitué un groupe sensible, nécessitant l'établissement préalable d'un fort degré de confiance. En outre, dans le souci d'avoir une vue la plus large possible des dynamiques à l'œuvre dans chacune des localités concernées, les équipes ont veillé à y retrouver l'hétérogénéité et toutes les composantes sociologiques de ces localités.

Dans le but d'assurer une participation active d'un grand nombre de personnes clés, des entretiens individuels ont également été organisés avec ceux qui ne sont pas disponibles pour participer aux groupes de discussion, ou qui refusent le cadre collectif de l'échange, mais dont l'absence dans le processus pourrait biaiser les résultats. Ainsi, 15 entretiens

individuels ont été conduits en Côte d’Ivoire et 46 au Mali (voir annexe).

Les données empiriques recueillies auprès des participants aux consultations ont été complétées et enrichies par une recherche théorique et documentaire réalisée par les équipes de chercheurs-facilitateurs d’Indigo, de l’IMRAP et d’Interpeace afin d’apporter un éclairage supplémentaire et d’enrichir la compréhension des enjeux qui émergent.

(ii) Des restitutions dans les différentes localités

A la suite de la première phase de consultations et du traitement des informations, les résultats préliminaires ont été soumis à validation à des représentants des parties prenantes antérieurement consultés. Au total, 4 ateliers de restitution, à savoir 2 pour la Côte d’Ivoire (Abobo et Bouaké) et 2 autres pour le Mali (Gao et Sikasso) ont été organisés dans le cadre de cette étude pour un total de 98 participants (voir annexe).

L’objectif des ateliers de restitution était de construire autour des résultats de l’étude un premier niveau de consensus en termes de compréhension partagée des itinéraires et du rôle des cadres d’éducation. Il s’agissait de vérifier que les données recueillies et analysées reflètent bien les discussions et de permettre aux participants d’apporter les nuances nécessaires, de recueillir des éléments de diagnostic additionnels et d’approfondir l’analyse participative des trajectoires.

L’autre enjeu de ces restitutions était d’offrir un espace de confrontation et de concertation apaisé à des populations

de la même localité qui, pour certains n’avaient pas eu l’opportunité de se parler et de discuter lors de la première phase des consultations dans leur localité. De cet exercice de validation, des éléments de compléments et de remise en cause, parfois forte mais empreinte de courtoisie, ont permis de donner du relief à certains arguments développés par les populations elles-mêmes en termes de perceptions de l’engagement des jeunes et adolescents dans les nouvelles formes de violence.

Dans sa structure, ce rapport démontrera dans un premier temps comment les populations perçoivent la crise que traverse l’éducation dans leur société – et qui affecte autant la famille, la communauté que l’école formelle ou informelle – comme étant à la racine des trajectoires des jeunes vers la violence. Face à l’échec du système éducatif, les jeunes se tournent donc pour beaucoup vers des groupes alternatifs afin de trouver des réponses à leurs besoins – modèles et imaginaires de réussite, reconnaissance et valorisation, prise en charge matérielle et sociale. Dans un second temps, nous verrons comment, par la socialisation à travers certains de ces groupes, le jeune construit une disposition à légitimer l’utilisation de la violence. Enfin, nous verrons comment, par l’accumulation, à travers ces itinéraires, d’un « capital de violence », certains de ces jeunes en viennent à une forme de professionnalisation de leur capacité à générer de la violence, dans un marché local, national et sous-régional à forte demande. Au regard des dynamiques ainsi mises-en-lumière, une série de recommandations sera formulée dans le but de renforcer les éléments de résilience positive, et atténuer ou transformer les dynamiques négatives.

CHAPITRE 1

À l'origine, une crise de capacité et de légitimité des cadres « traditionnels » d'éducation/socialisation de l'individu à générer du contrôle social

CHAPITRE 1 | À l'origine, une crise de capacité et de légitimité des cadres « traditionnels » d'éducation/ socialisation de l'individu à générer du contrôle social

Aussi bien au Mali qu'en Côte d'Ivoire, le constat premier sur lequel s'accordent les populations pour rendre compte de l'engagement des jeunes dans des itinéraires de violence est celui d'une profonde crise éducative. Cette dernière traverse à la fois la famille, la communauté au sens large, ainsi que les espaces d'éducation/formation – que sont notamment aujourd'hui l'école formelle ou l'enseignement non-formel.

En effet, pour ces populations, la force du système de socialisation³¹ traditionnel en Afrique résidait dans la capacité de ces sociétés à assurer une continuité éducative pour l'enfant entre la famille, la communauté et certains lieux de formation comme les bois sacrés.³² Traduite par des expressions répétées dans presque chaque focus groupe au cours de cette étude telles que « *l'éducation de l'enfant est l'affaire de tous* », cette continuité éducative semble être aujourd'hui remise en cause. De fait, ces différentes entités se retrouvent dans l'incapacité de se coordonner et de structurer

une approche éducative cohérente. Il en résulte un déficit de contrôle social sur le jeune ainsi que l'absence d'espace à même de lui permettre de se construire socialement de manière positive³³ et de trouver sa place comme membre à part entière de sa communauté. Ces constats sont partagés de façon presque identique, tant au Mali qu'en Côte d'Ivoire.

Ce chapitre va s'atteler à expliquer concrètement (i) comment les populations perçoivent cette crise de socialisation des jeunes ; (ii) les risques qui y sont associés en termes de besoins de valorisation et de reconnaissance insatisfaits susceptibles d'orienter ces jeunes vers des cadres alternatifs et, enfin, (iii) mettre en lumière le défi qui se pose aujourd'hui à ces sociétés quant à leur capacité à se réinventer un modèle éducatif propre.

31 Pour les fins de cette étude, l'éducation et la socialisation du jeune sont considérées comme les processus par lesquels une société/ communauté transmet au jeune un certain nombre de comportements, normes et codes sociaux – souvent nommés « valeurs » par les participants – en vue d'assurer son fonctionnement en société. Nous considérerons l'éducation comme renvoyant à ce processus dans le cadre de la famille, de la communauté lorsque comprise comme l'extension élargie de la famille, ou de l'école dans ses différentes formes, y compris les centres de formation professionnelle. La socialisation englobera de façon plus large ce type de processus dans tout autre cadre où peut s'opérer ce transfert de codes, de façon intentionnelle ou non (rue, groupe de pairs, institutions religieuses, etc.).

32 Les bois sacrés désignent des forêts reliques dédiées aux rites initiatiques traditionnels.

33 Comme cela sera démontré dans le Chapitre 2, face à cette absence de cadres positifs, plusieurs jeunes semblent se construire, par opposition, au sein de cadres alternatifs, dont certains créent les conditions d'un engagement vers la violence.

1.1 Rupture perçue dans la continuité éducative : ou quand l'école, la famille et la communauté ne s'accordent plus sur l'éducation des jeunes

Que ce soit dans l'espace rural ou en milieu urbain, des mutations importantes affectent le modèle familial de base. La famille élargie traditionnelle cède de plus en plus le pas à des ménages nucléarisés, au sein desquels la responsabilité éducative semble se recentrer dorénavant, et presque exclusivement, sur les parents – ou encore sur un seul d'entre eux dans le cas de familles monoparentales. Ces nouveaux modèles de familles, monoparentales ou même constituées uniquement de mineurs, prolifèrent dans l'espace urbain³⁴. Dans tous les cas, bien souvent, les parents se retrouvent en tension sur le message éducatif à passer aux enfants, ou sont insuffisamment présents pour le délivrer comme l'étude d'Interpeace et d'Indigo en Côte d'Ivoire l'a démontré³⁵.

Si la famille est « *le premier groupe social auquel appartient l'individu, et [que] c'est en son sein qu'il commence à s'initier à la vie en société* »³⁶, c'est donc d'abord à elle qu'incombe la responsabilité d'inculquer à l'enfant les premiers rudiments de savoir et de savoir-être pour lui permettre de vivre en phase avec la société. Aussi, dans un contexte où cette famille était appréhendée dans son acceptation la plus large, intégrant au-delà des géniteurs tous les autres « parents », c'est donc tout ce collectif qui était supposé assumer la charge éducative de l'enfant. Ce d'autant plus que « *l'enfant n'est l'enfant de personne, il est celui de tous* ». Dans ces conditions, la prédominance de la communauté sur l'ensemble des institutions régulant le fonctionnement de la vie en société permettait alors d'assurer un certain degré de cohérence et de continuité dans l'éducation du jeune tout au long de sa vie. Ainsi, de l'apprentissage des gestes du quotidien de l'enfant, aux différents passages initiatiques, jusqu'au système de prise de décision et de résolution de conflits par les aînés

34 Interpeace/ Indigo (2015), *op.cit.*, p.48-49.

35 « Face à la rareté de l'emploi et la précarité de celui-ci (...) les pères, dans l'incapacité de subvenir aux besoins de leurs familles, tendent à désertier les domiciles, délaissant les responsabilités de chef de famille qui leur sont traditionnellement dévolues ». Interpeace/ Indigo (2015), *op.cit.*, p.48.

36 KONE M. et K. N'GUESSAN (2005), *Socio-anthropologie de la famille : Evolution des modèles en Côte d'Ivoire*, Abidjan, Editions du CERAP ; voir également IMRAP/Interpeace (2016), *Mutations des valeurs sociétales : diagnostic et solutions pour une paix durable au Mali*, Bamako.

sociaux, l'ensemble des éléments régulant la vie en société faisait partie d'un seul et même tout cohérent. Ce modèle, en se disloquant aujourd'hui, a fait échoir l'ensemble de la responsabilité quant à l'éducation de l'enfant à ses parents directs.³⁷

*« L'éducation d'hier et puis l'éducation d'aujourd'hui, y'a une très grande différence. Bon, au début, avant nos parents, y'avait pas de mélange. Même si tu étais dans une famille, toutes personnes qui sont là-bas, y'a pas papa y'a pas maman : tout est confondu, on nous prenait tous ensemble. Mais aujourd'hui, chacun dit que "c'est mon enfant". Personne n'a le droit de toucher l'enfant de l'autre. Or pourtant avant, tout le monde était obligé de corriger les enfants partout, même si c'était pas ton enfant. Même au dehors, quand tu vois un enfant qui fait des bêtises tu peux le corriger. Mais aujourd'hui tu peux pas le faire, on peut pas le faire parce que si tu touches à un enfant aujourd'hui tu risques d'aller en prison. Donc l'éducation a beaucoup changé. »*³⁸

*« L'éducation a raté depuis que nous avons commencé à demander qui est le père biologique, le fils biologique, la sœur biologique, d'un tel ou un tel dans la même famille. »*³⁹

Toutefois, même lorsque cette responsabilité est reconnue à d'autres, il n'est pas rare que des tensions importantes naissent sur la façon dont l'apport éducatif des autres membres de la communauté est délivré. « *L'éducation est ratée ici à Bougouni. L'enfant c'est nous qui l'éduquons mais nous ne pouvons pas seul. Mais quand quelqu'un touche à notre enfant dehors alors on ne l'accepte pas.* »⁴⁰

Des participants ivoiriens au processus soulignent néanmoins qu'au-delà de cette responsabilisation accrue des parents et de l'effritement du rôle éducatif de la communauté, c'est pour eux davantage la question du désaccord autour du message éducatif à passer à l'enfant qui pose problème. En effet, pour eux, le père et la mère ne se trouvent pas toujours en accord sur l'encadrement de l'enfant.

« La divergence entre le père et la mère est la première cause de problèmes de nos enfants dans la rue. La voie que le père voudrait que l'enfant emprunte, la mère est la première à s'en opposer en disant qu'il est contre l'intérêt de mon enfant. Et souvent on y arrive au tribunal dans certains cas. Donc à ce niveau l'enfant est partagé, il fait le

37 Interpeace/IMRAP (2016), *op.cit.*; Interpeace/Indigo, (2015), *op.cit.*

38 T. A., Ménagère, Focus groupe Famille musulmane, Bouaké, 25/06/2016.

39 Femme, Focus groupe sur l'espace religieux, Bougouni, Mali, 20/04/2016.

40 Focus groupe Espace religieux, Bougouni, Mali, 20/04/2016.

choix de sa maman [ou de] son papa. »⁴¹

Qui plus est, certains participants posent également le problème de la préparation à la parentalité. Certains parents se retrouvent dépourvus face à des responsabilités pour lesquelles ils n'ont pas été préparés et pour lesquelles il n'existe plus d'accompagnement de la part de la communauté. En effet, devant les accusations de leurs aînés, qui estimaient avoir fait de leur mieux pour les préparer, de jeunes parents maliens confiaient manquer de repères, entre « l'éducation de [leurs] grands-parents » qu'ils se refusent d'appliquer à leurs enfants et les réalités d'une nouvelle modernité à laquelle ils sont confrontés. De la sorte, la fonction de parent semble de moins en moins comprise et assumée, certains se repliant sur leur obligation de la simple prise en charge des besoins primaires.

« Malheureusement à la maison on n'éduque plus nos enfants ; on élève nos enfants plutôt que d'éduquer nos enfants parce que nous sommes plus soucieux de la nourriture de nos enfants, de leur habillement que de leur éducation. »⁴²

Dans ces différents cas de figure, les enfants et adolescents se retrouvent donc en ballottage entre différents messages. Ce ballottage se trouve davantage accentué alors que l'enfant est soumis à une multitude d'autres influences promouvant des types particuliers de modèles comportementaux. D'une part, il n'existe pas d'uniformité entre le message autour des Droits de l'enfant tel que souhaité par le cursus officiel et les comportements et pratiques adoptés par les parents et les enseignants. Une partie significative de ces adultes jugent en effet, à des degrés divers, ces mesures – telles notamment l'interdiction du châtiment corporel – comme étant imposées de l'extérieur, sans égards aux réalités locales et/ou aux répercussions que l'introduction abrupte de ces pratiques pourrait avoir – dont notamment la déstabilisation de l'autorité du maître. D'autre part, les jeunes sont soumis à une multitude de contre modèles de réussite, autant dans leur propre société que par internet et les médias et nationaux et internationaux.

« Je pense que nos véritables problèmes de la société c'est les médias, même les films qui passent vous le savez ont beaucoup d'impact sur les enfants. »⁴³

« Les jeunes s'éduquent à travers les médias et nous avons des difficultés à les maîtriser. Nous n'avons pas non plus les

moyens de les rassurer et montrer des débouchés. Alors qu'à la télévision on leur montre comment avoir de l'argent facile à travers des films de braquage, de danses nues, des musiques malsaines... »⁴⁴

« On ne peut même pas parler à son propre enfant, ta progéniture tu ne peux pas lui parler parce qu'on nous parle aujourd'hui de droit d'enfant. Et quand tu touches un enfant tu as un problème, y'a des gens même qui te signalent déjà. En éduquant ton enfant, on te balance directement sur le Facebook, on tire ta photo et on balance et on fait le commentaire. "Voilà comment tel parent maltraite son enfant", alors que pour toi, ce n'est pas de maltraiter ton enfant mais c'est d'éduquer bien ton enfant. On voit tout cela aujourd'hui. Le parent lui-même, il a peur d'éduquer son propre enfant parce que les gens sont là, les réseaux sociaux, tout le monde observe, on s'occupe maintenant d'autrui. »⁴⁵

L'influence de ces sources alternatives est d'autant plus forte que pour nombre de jeunes, leurs géniteurs ne sont pas toujours considérés comme des modèles d'exemplarité dans ce qu'ils font ou disent.

« Moi qui suis un enfant à la maison quand on me dit écoute papa ; je me sens rabaissé, mais je ne trouve pas quelqu'un qui se fait petit devant moi. Or, moi quand je sors dans la société, le jeune qui me dit "volons ou tuons pour avoir l'argent", il tue et il a l'argent. C'est un modèle ; ce qu'il dit il le fait et quand il me le dit fais ça, je peux le faire. Or, moi dans l'Eglise tu me dis "aimons" alors que tu n'aimes pas, tu me dis le contraire, je ne peux pas incarner ça en moi. Comme dans la famille tu me dis obéis mais je ne vois pas là où tu obéis. Je ne peux pas obéir toujours. Mais un brouteur⁴⁶ il est allé dans le cyber[café], il a tapé⁴⁷ et il a eu de l'argent ; mais c'est concret, mais moi qu'est-ce que j'ai de concret ? »⁴⁸

En lien avec ce qui précède, on réalise, avec les participants au processus, que l'éducation à la base, supposée être générée par la famille, peine à constituer un message éducatif cohérent pour l'enfant. Devant cette incapacité, de nombreux parents semblent n'avoir comme alternative que de s'en remettre aux dispositifs formels et non-formels d'éducation/

41 S. S., (Imam) Homme, Focus groupe Jeunes musulmans, Abobo, 28/05/2016.

42 S. S., Homme, Entretien individuel, Abobo, 18/05/2016.

43 D. A., Homme, Focus groupe Diplômés arabisants, Abobo, 19/07/2016.

44 Focus groupe Maîtres coraniques et de medersas, Sikasso, 15/04/2016.

45 B. A., Homme, Focus groupe Diplômés arabisants, Abobo, 19/07/2016.

46 Nom local donné à certains jeunes cybercriminels s'adonnant à des arnaques aux faux sentiments.

47 Réaliser un coup.

48 T. M. R., Homme, Focus groupe Jeunes catholiques, Abobo, 29/05/2016.

formation supposés prendre le relais. Ce sont le plus souvent l'école formelle d'enseignement général ou technique, l'enseignement confessionnel à travers les écoles franco-arabes et medersas, ou encore les maîtres-artisans. Si au Mali cette perspective semble toujours susciter un certain espoir de faire de l'enfant « quelqu'un », en Côte d'Ivoire, la croyance en l'école comme ascenseur social s'effrite malgré des taux de scolarisation demeurant relativement constants.⁴⁹

1.2 « *Enfant est gâté oh : faut l'arranger !* » : un rôle d'éducation de plus en plus délégué à l'école

Face à l'incapacité de certaines familles à assurer un encadrement adéquat au jeune, le rôle et la responsabilité éducative de l'école, qu'elle soit formelle ou non-formelle, se retrouvent décuplés – tant sur le plan individuel que collectif. Ainsi donc, l'école, en plus de sa fonction d'instruction – générer un savoir – se voit de plus en plus investie de la mission de générer du savoir-être – des modèles comportementaux qui soient en adéquation avec les attentes de la société – qu'elle n'arrive pas à remplir. À l'instar de la famille, l'école est elle aussi traversée par une série de tensions qui affectent sa capacité à guider l'enfants, a fortiori ceux arrivant à l'école avec, déjà, certaines vulnérabilités. En effet, si ce n'est la convocation des parents ou le renvoi, l'école n'a pas de réponse éducative aux problèmes des jeunes arrivant en situation de détresse et ce, notamment, en raison de son incapacité à créer une relation pédagogique constructive valorisant à la fois l'éducateur et le jeune.

« Si on remarque un élève qui a des comportements qui ne vont pas avec nos enseignements, c'est d'abord le conseil de discipline au sein de l'établissement qui s'adresse à la personne pour le conseiller. Si cela ne va pas aussi, on s'adresse au conseil des parents. Si ça ne va pas, on appelle les parents de l'intéressé lui-même pour lui faire part du comportement de son enfant. Donc, si tout ça n'aboutit pas, il y a deux cas : soit cet élève-là lui-même il voit qu'il est venu gêner au sein de l'établissement, donc il disparaît, il n'a plus de contact avec l'établissement ; soit l'établissement se voit dans l'obligation de le faire virer. »⁵⁰

49 Selon les statistiques de l'UNICEF, le taux de scolarisation primaire en Côte d'Ivoire s'élève à 61,5%, et à 67,2% au Mali.

50 I. D., Homme, Focus groupe Institut Islamique Sunnites, Abobo, 09/05/2016.

1.2.1 La pertinence, qualité et crédibilité de l'éducation formelle remise en cause

À l'instar de nombreux pays africains, le Mali et la Côte d'Ivoire ont hérité de systèmes scolaires ancrés dans leur passé colonial. À l'origine en effet, ces derniers avaient vocation à fournir des auxiliaires à l'administration coloniale disposant des connaissances jugées nécessaires. Avec les indépendances, différentes réformes ont été initiées pour adapter l'école dans ces différents pays aux défis auxquels ces sociétés sont confrontées ; mais la fonction de l'école, elle, n'a pas jusque-là fondamentalement changé : générer du savoir et produire des élites.

« Les pères de l'indépendance étaient des enseignants, des éducateurs. Pourquoi ? Parce que dans la colonisation, les premiers des classes étaient dirigés vers l'enseignement, les deuxièmes vers la médecine, les troisièmes vers l'agriculture. Donc ! Les enseignants étaient les meilleurs. C'étaient les élites qu'on dirigeait vers l'enseignement. Et c'est eux qui sont les pères de l'indépendance. »⁵¹

Pour ce qui est du savoir-être, les réformes pédagogiques proposées n'ont pas su générer le changement social nécessaire. Si les Maliens indexent massivement les insuffisances des cours d'Éducation civique et morale (ECM)⁵², en Côte d'Ivoire l'introduction du cours d'Éducation des Droits de l'Homme de la Citoyenneté (EDHC) visait spécifiquement à répondre à ce besoin. Mais l'approche magistrale classique en a limité les impacts : on étudie l'EDHC comme n'importe quelle autre matière, pour passer l'examen, mais le cours, globalement, de l'avis des participants comme des responsables d'écoles, échoue à générer le changement social escompté.⁵³

Toujours en Côte d'Ivoire, certaines initiatives ont tenté d'adjoindre des travailleurs sociaux aux écoles, mais là encore, ces derniers ne sont pas arrivés à trouver leur place au sein d'un système dont la culture demeure axée sur la transmission de connaissance, plutôt que sur la prise en charge du développement de l'individu en tant que partie prenante de la société. L'expérience a depuis été abandonnée. Si bien que l'enseignant, appelé à encadrer certains jeunes arrivant à l'école avec les lacunes d'une éducation familiale perturbée, se retrouve seul face à une tâche pour laquelle il n'est visiblement pas suffisamment préparé. Dans ces

51 Focus groupe homogène enseignants, Ségou, région de Ségou, février 2016 : Interpeace/IMRAP, *Mutation des valeurs sociétales*, op.cit.

52 Interpeace/IMRAP (2016), *Mutation des valeurs sociétales*, op.cit.

53 KOUAME. S. et HOFF. M., « Pour une EDHC transformationnelle en Côte d'Ivoire », Fondation Konrad Adenauer, à paraître.

conditions, il se cantonne dans son rôle d'enseignant plutôt que celui d'éducateur. « *Les enseignants même ne s'impliquent pas dans l'éducation des enfants !* »⁵⁴

Cet isolement, limitant considérablement sa capacité d'intervention, se voit renforcé par une déresponsabilisation marquée des parents face à leur rôle au sein de l'école. Certes, les parents sont représentés au sein des Comités de Gestion des Ecoles (COGES) qui sont composés de parents élus par leurs pairs. Toutefois, l'implication parentale dans le suivi et l'encadrement quotidiens de l'enfant reste faible, ne permettant pas d'assurer une continuité éducative entre l'école et la famille/communauté.

*« En début d'année, un parent vient inscrire son enfant à l'école il ne suit pas jusqu'à la fin de l'année. Même le jour de faire sortir les résultats, il ne va même pas à l'école. Il ne va pas envoyer quelqu'un avec l'enfant à l'école. »*⁵⁵

*« Nous devons savoir sur quoi cet enseignement est fait. Est-ce ce qu'il faut pour mon enfant ? Arrivé à la maison, il faut suivre l'enfant. Il faut que l'enfant apprenne que ses parents ont autorité sur lui et que les parents fassent et remplissent leur rôle de parents. »*⁵⁶

Cette démission des parents semble valoir également pour la communauté dans son ensemble. En effet, aussi bien au Mali qu'en Côte d'Ivoire, l'idée d'une démission collective dans la prise en charge éducative des enfants a souvent été alléguée. Ce constat vaut aussi bien pour l'encadrement direct de l'enfant et la figure du maître qui n'est plus considérée comme une figure d'autorité, que pour les comportements donnés en exemple et les contre-modèles de réussite valorisés collectivement.

*« Toute l'éducation ne se fait pas à l'école. Il y a une éducation avant [et] après l'école. Et c'est là que le bât blesse. L'éducation que le maître donne est vite battue en brèche. Quand le maître invite ses jeunes à la rigueur, à la précision, à l'honnêteté, alors que ce sont les plus grands voleurs qui sont les mieux admirés, qui sont les plus vus dans la société... Alors, le discours du maître, il va où ? Il change quoi ? »*⁵⁷

1.2.2 La figure du maître : une autorité chancelante

Tout au long des consultations, tant au Mali qu'en Côte d'Ivoire, et particulièrement au sein du personnel enseignant, un débat est omniprésent autour de l'incapacité à assurer un encadrement suffisant de l'enfant, à établir l'autorité du maître. Ce débat se cristallise notamment autour de la question du recours au châtement corporel – communément appelé « chicotte » – et, dans une moindre mesure, du relèvement des indices salariaux. Le malaise est profond, et il ne se passe un focus groupe sans que la question de la chicotte ne soit soulevée et soulève les passions – presqu'unaniment en faveur de son retour⁵⁸.

*« Quand on dit chicoter c'est un peu vulgaire à mon sens. On va prendre le thème correction. Un enfant fait quelque chose tu peux prendre un bâton lui donner une baffe deux, ça ne n'est pas chicoter c'est juste une correction. Personne ne frappe parce que ça fait plaisir. C'est quand ça va pas ; il a fait, il fait de son mieux que ça va pas là il envoie la chicotte mais la chicotte (...) vient en dernier recours. »*⁵⁹

Il semble en effet que le bannissement du recours au châtement corporel, adopté sous l'impulsion du discours sur les Droits de l'enfant, ait déstabilisé l'autorité du maître, laquelle était principalement construite autour de la transmission du savoir et du pouvoir de coercition. Aujourd'hui, derrière les discours nostalgiques d'une époque supposée révolue où la chicotte régnait, on comprend en réalité un malaise face à la question de la recomposition de l'autorité du maître. En effet, comment réinventer la relation pédagogique de manière à assurer à l'enseignant une autorité suffisante pour que ce dernier puisse, en plus du savoir, générer du savoir-être ? Ni les politiques publiques ni le personnel enseignant ne semblent avoir été en mesure d'adapter leur approche pour accompagner et répondre aux besoins des jeunes joignant l'école en situation de vulnérabilité. L'enseignant n'a pas su adopter une posture axée sur la création d'une relation avec le jeune : celle d'un mentor en quelque sorte. « *Un enseignant doit être un modèle. L'enseignement est un sacerdoce ; il a le pouvoir de remodeler l'enfant* ». ⁶⁰ Comme nous le verrons dans le Chapitre 2, ce type de relation, de modèle, les jeunes iront le chercher ailleurs, au sein d'espaces « alternatifs » de socialisation.

54 Focus groupe hétérogène, Baraouéli, Mali, 08/11/2015

55 Focus groupe Diplômés arabisants, Abobo, Côte d'Ivoire 19/07/2016.

56 Focus groupe Dawa, Sikasso, Mali, 17/04/2016.

57 Entretien individuel, Ancien Directeur national de l'enseignement secondaire, Bamako, Mali, 02/2015.

58 Certaines voix, bien qu'elles semblent minoritaires, se disent tout de même en faveur de sa suppression, y compris dans le milieu enseignant : « *Le châtement corporel déconcentre les enfants c'est pourquoi nous, les enseignants, sommes pour sa suppression* », Enseignant, Focus groupe, Kita, Mali, 28/11/2015.

59 S.M, Homme, Focus groupe Diplômés arabisants, Abobo, 19/07/2016.

60 Focus groupe sur l'enseignement, Yélimané, 25/11/2015.

1.3 L'école confessionnelle : une source de résilience ?

Dans ce contexte où les populations semblent avoir perdu confiance en l'école formelle, il se dégage cependant un portrait tout autre des institutions confessionnelles, lesquelles apparaissent aux yeux des communautés comme une alternative beaucoup plus solide en termes d'éducation. « A l'école coranique, un élève ne peut pas venir en classe sans connaître sa leçon. Sinon, le maître va lui montrer ce qu'il n'a pas envie de voir car là, l'éducation persiste encore. »⁶¹ Dans le contexte ivoirien, où l'école publique est devenue un lieu au sein duquel les enfants s'éduquent même à la violence (voir encadré 2.1, chapitre 2)⁶², les écoles coraniques, les medersas et les écoles franco-arabes⁶³ semblent toujours en mesure d'assurer un encadrement adéquat pour éviter de telles dynamiques. Qui plus est, plusieurs de ces établissements avancent l'obtention de résultats nettement au-dessus de la moyenne aux examens nationaux. Bien que dans les faits cette perception soit discutable au regard de certaines statistiques nationales,⁶⁴ elle demeure fortement ancrée.

Au Mali, les medersas semblent souffrir de maux comparables à ceux affligeant l'école classique.⁶⁵ En revanche, l'école coranique, elle, jouit toujours d'une légitimité non-négligeable auprès des populations. Dans ce pays, selon les chiffres officiels, on estime que les écoles coraniques accueillent près de 7% des enfants maliens, représentent plus de 13% du corps enseignant fondamental, et comptent à peine moins que la moitié du nombre d'établissements que le système public.⁶⁶ L'école coranique, et dans le cas

61 Focus groupe Enseignants, Mourdia, Région de Koulikoro, Mali, 2014.

62 Voir également : Indigo/Interpeace (2015), *Obstacles à la cohésion sociale et dynamiques de violence impliquant les jeunes dans l'espace urbain*, Rapport de recherche participative.

63 « Si les medersas et les écoles franco-arabes sont considérées comme des établissements d'enseignement scolaire de type moderne pratiquant les méthodes pédagogiques et les programmes officiels d'enseignement, avec respectivement l'arabe et le français comme la langue d'enseignement, et la seconde langue comme matière enseignée, tel n'est cependant pas le cas des écoles coraniques qui sont exclusivement réservées à l'enseignement de la religion. Elles ne sont soumises à aucun programme officiel et ne sont pas considérées comme établissement d'enseignement privé à l'instar des medersas et des écoles franco-arabes et ne reçoivent donc pas à ce titre d'appui de la part du gouvernement », voir : Interpeace/IMRAP (2015), *Autoportrait du Mali*, *op.cit.*, p.43.

64 Direction Régionale de l'Éducation Nationale (DREN), Bouaké 2 - DEEP (2014, 2015).

65 Jeunes filles, Focus groupe Elèves medersas, Bougouni, région de Sikasso, 22/04/2016.

66 République du Mali, *Rapport final de l'atelier national de validation des travaux de la commission de réflexion pour l'intégration des écoles coraniques dans le système éducatif national du Mali*, Secrétariat Général du Ministère de l'Éducation nationale, 4 septembre 2014.

ivoirien l'école medersas moderne dite franco-arabe et les écoles privées confessionnelles islamiques, apparaissent donc comme des sources de résilience face à la crise d'autorité et d'encadrement du système éducatif ; tant et si bien qu'elles constituent parfois même des solutions pour des parents dont les enfants ont échoué ailleurs.

« L'enfant était à l'école [occidentale] il n'a rien fait. On l'a envoyé dans un garage il n'a rien fait. Il nous fatigue à la maison. On l'envoie maintenant [chez-nous, à l'école medersas] : "chicottez-le très bien !". Maintenant vous l'avez envoyé dans la poubelle. Nous on va faire ce qu'on peut faire. En tout cas, tout ce qu'on vous demande : aidez-nous à aider l'enfant. Mais demain, n'allez pas dire qu'il est quitté dans une école islamique, parce que vous-même vous dites qu'il a échoué de l'autre côté. »⁶⁷

Aux yeux des populations, la principale explication de cette capacité de certaines medersas et/ou écoles coraniques à maintenir cet encadrement se trouve dans la figure du maître et la relation d'autorité qu'elle induit avec l'apprenant.

« Le fait que tu sois un enseignant dans une école medersa, donc, dis-toi que ces élèves qui sont là te regardent. Tu es comme un miroir pour eux, donc ils se regardent tous dans ce miroir-là. Donc ce que tu feras, ils vont le copier sur toi. Ce qui te demande obligatoirement d'être un modèle et d'être un exemple pour ces enfants. »⁶⁸

Si de l'extérieur, la forte autorité du maître est généralement assimilée à l'utilisation excessive de la violence physique exercée sur les apprenants, de l'intérieur, cet ascendant est construit différemment. Du point de vue du personnel enseignant des établissements confessionnels islamiques, trois éléments fondent leur autorité : en premier lieu, un enseignement basé sur la religion et donc, contrairement à l'enseignement laïc et ses promesses déçues en termes de réussite sociale, fortement légitime aux yeux des communautés⁶⁹ ; deuxièmement, son aptitude à générer son autorité à la fois par sa disposition à sanctionner et par une certaine proximité dans la relation pédagogique ; enfin, une autorité morale forte de la figure du maître, s'appuyant certes

67 S. M., Homme, Focus groupe Diplômés arabisants, Abobo, 19/07/2016.

68 D. I., Homme, Focus groupe Diplômés arabisants, Abobo, 19/07/2016.

69 En effet, la légitimité du système d'éducation formel est en grande partie bâtie sur sa promesse de promotion sociale des individus éduqués. Or, de plus en plus d'étudiants accumulent les diplômes tout en se retrouvant incapables d'obtenir un emploi. La fonction publique, qui représentait une ambition et un modèle de réussite est difficilement accessible, et ne jouit plus du même prestige. Si bien qu'au sein des communautés, plusieurs semblent ne plus croire en l'école.

principalement sur sa stature morale, son exemplarité et sa valorisation au sein de la communauté.

« L'enfant qui est chez-nous, [...] vous allez voir que certains comportements, ils ne les font pas même pendant les vacances, parce qu'il sait qu'à la rentrée il va revenir. Donc, si le professeur le voit en ville en train de faire certains trucs, qu'il vient : c'est pas bon pour lui. Ce n'est pas parce qu'il va le chicotter, mais le professeur va dire que toi je t'ai vu. C'est pourquoi généralement quand on voit un enfant qui est en train de faire quelque chose, on l'appelle, on le salue, pour qu'il sache qu'on l'a vu. Quand il dit bonsoir ou salam allekoum, il sait que moilim [l'enseignant] m'a vu. Vous voyez ? »⁷⁰

Au Mali, le maître coranique, puisqu'il connaît par cœur la parole de Dieu, le Coran, est couvert d'une certaine révérence qui le fait passer aux yeux des populations comme un individu proche de Dieu. Cet aspect est préalablement intériorisé à la fois par les parents et les enfants eux-mêmes dès leur présentation au maître coranique. Or, cet élément est absent pour ce qui concerne le maître médersas, d'avantage considéré comme un enseignant au même titre ou presque que dans le système classique.

Bien qu'il soit salué, le processus d'intégration dans le système formel en Côte d'Ivoire semble déjà souffrir des faiblesses attribuées aux écoles formelles laïques. Des dynamiques à deux vitesses apparaissent ainsi entre l'enseignement des matières en langue arabe et celles en langue française.

« Le jour [où] il y a arabe, tu arrives à l'école, c'est le silence ; ils sont corrects, y'a pas de bavardage. Tu passes devant une classe, le professeur est en train de travailler ; tu vas pas entendre bavarder. Mais lorsqu'[il] y a [enseignement en] français, on dit de ne pas battre les enfants, de ne pas les corriger. Faut les laisser. Mais vous arrivez le jour qu'on fait le français, même au [levé du] drapeau c'est tout un tas de problème. »⁷¹

Cette force du système d'enseignement islamique construite autour de la relation maître-élève comporte en revanche un facteur de risque pour la société. Tant que cette forte affiliation avec la figure du maître s'opère de façon positive, orientée vers la cohésion de la communauté, elle constitue effectivement un facteur de résilience. En revanche, cette emprise peut s'avérer dangereuse lorsqu'un maître profite de ce statut pour orienter les élèves sous sa gouverne vers des

desseins plus néfastes. Ce risque est généralement plus élevé au sein des écoles coraniques où l'emprise du maître est plus totale. C'est ainsi que le cadre d'une ONG travaillant au Mali à la réinsertion sociale des enfants issus des groupes armés soulignait que la majorité des enfants qu'accueille leur centre « sont généralement des Talibés partis vers Mopti avec leur maître coranique. »⁷² Cette information a été corroborée par un employé d'une agence onusienne travaillant à Gao, qui confie que la plupart des enfants leur ayant été confiés après la débandade des éléments du MUJAO étaient des enfants talibés⁷³ entraînés dans le conflit par leur maître, ces derniers ayant été les principaux collaborateurs des occupants.⁷⁴

Ce risque continue de peser d'autant plus face à la frustration grandissante des jeunes diplômés des systèmes d'études supérieures en langue arabe, dont les problèmes d'intégration à leur retour d'études à l'étranger sont généralisés.⁷⁵ Ainsi, les apprenants, parfois nantis de diplômes aux termes de leurs études, ne parviennent pas à valoriser leur parcours comme ils l'entendent.⁷⁶ Au cours des consultations menées à Bouaké et à Abobo, les étudiants sortant des universités franco-arabes sont apparus comme ceux ayant le plus de difficultés d'insertion sociale. Au Mali, des efforts sont consentis afin de valoriser cette frange de la jeunesse, mais les problèmes et la frustration demeurent. Pour ces jeunes, la fin des études et l'entrée dans le monde du travail se présentent comme un parcours du combattant, de telle sorte qu'être étudiant arabisant « se comprend davantage par la négative, avec en toile de fond le destin d'une catégorie à risque. »⁷⁷ Les options de réinsertion dans leur société attendant ces jeunes se limitent bien souvent à devenir imam ou enseignant : « en 1990, une de mes élèves m'a demandé ce qu'elle allait devenir à sa sortie. Embarrassé, je lui ai répondu "enseignante de medersa ou marabout" pour grossir leur lot, car ils ne sont pas nombreux (sic). »⁷⁸

72 Entretien individuel, ONG Kanuya, Bamako, 28/09/2016.

73 Enfants fréquentant l'école coranique.

74 Entretien individuel, Agence onusienne, Gao, 30/10/2016.

75 Sylvie BREDELOUP (2014), « Étudiants arabophones de retour à Ouagadougou cherchent désespérément reconnaissance », L'Année du Maghreb, no.11, pp.57-78.

76 La langue constitue selon plusieurs le principal frein à l'insertion socioéconomique. Ayant poursuivi leurs études en langue arabe, beaucoup de ces diplômés ne maîtrisent pas suffisamment, aux yeux de certains, la langue officielle – le français. La reconnaissance des acquis et de la valeur des diplômes poserait aussi problème.

77 LANOUE E. et Laurence Proteau (2003), « Passions scolaires en Côte-d'Ivoire : École, État et société », Cahiers d'études africaines, pp. 169-170.

78 B. B., Chef de quartier, Focus groupe Leaders religieux, Bougouni, 20/04/2016.

70 S. M., Homme, Focus groupe Diplômés arabisants, Abobo, 19/07/2016.

71 K. M., Enseignant, Focus groupe Ecoles islamiques, Bouaké, 14/05/2016.

« Le gouvernement doit beaucoup penser à notre situation. Après avoir passé de longues années d'études universitaires, on devient imam suppléant ou simple enseignant dans les medersas, en se contentant que de 10 000 ou 25 000 francs, parfois même rien. Sachez que si on nous proposait une somme meilleure que d'enseigner dans ces écoles ou autres tâches insignifiantes, je n'aurai pas à réfléchir [avant] de choisir mon camp. »⁷⁹

« Après mes études universitaires, je ferai la guerre contre l'Etat pour qu'il sache ma présence. Ils payent les études de leurs enfants [en] occident pour que ceux-ci viennent nous diriger à leur tour. Que l'Etat sache que nous sommes leurs œuvres, nous sommes leurs formés. Nous nous positionnerons après nos études. Nous n'irons jamais faire le cultivateur car nous n'en connaissons rien dedans ! Depuis l'indépendance, ils ont toujours formé les jeunes pour qu'ils soient violents. »⁸⁰

Or, lors de la crise de 2012 au Nord du Mali, l'occupation par les groupes armés a effectivement constitué une fenêtre d'opportunité pour beaucoup de ces jeunes maîtres coraniques en mal d'insertion. C'est ainsi que plusieurs figures ayant réussi une ascension sociale importante dans ce cadre se sont révélés être des maîtres coraniques ayant saisi cette opportunité unique de gagner un statut auquel ils ne pouvaient pas aspirer autrement (voir chapitre 2). Car si pour un nombre important de maîtres coraniques leur métier constitue une véritable vocation, d'autres s'y engagent faute de mieux, estimant être injustement « bloqués » dans cette position.

« Laissez des personnes qui contribuent à l'éducation d'un Etat à la marge [...] vous créez un contre-courant. Parce que si vous ne les insérez pas, pour les maîtriser, vous créez un contre-courant. [...] Celui qui donne cette éducation, et que lui n'a pas de chemin pour s'insérer dans le tissu social, il se crée d'autres chemins... Il se crée des chemins : ça peut être des chemins de fétichisme,⁸¹ des chemins de maraboutage⁸². »⁸³

Conclusion du chapitre

L'incapacité d'une société à générer pour ses jeunes un cadre intégrateur et formateur de savoir-être est porteuse d'un risque important quant à sa cohésion future. En effet, l'incapacité actuelle des institutions de socialisation de base – famille, communauté, école – au Mali comme en Côte d'Ivoire à encadrer leurs jeunes et à leur offrir des modèles de socialisation et des imaginaires de réussite adéquats, pousse ces derniers à chercher ailleurs ces réponses (voir chapitre suivant).

Ces sociétés doivent aujourd'hui s'inventer une nouvelle approche éducative, recomposer de nouveaux modèles d'autorité positifs, sachant répondre au besoin de valorisation du jeune tout en renforçant son rôle d'agent constructif au sein de sa société et réinventer les imaginaires de réussite qu'elles véhiculent. Pour ce faire, elle peut s'inspirer de modèles ou de cadres qui semblent aujourd'hui constituer des sources de résilience potentielle. À titre d'exemple, la relation d'autorité et de proximité pédagogique inspirée à certains dans le cadre de l'enseignement coranique pourrait, s'il est valorisé et dépouillé de ces éléments de risque, servir de point de départ. Toutefois, ce processus de réinvention est porteur de défis, qui ne peuvent être circonscrits à l'espace scolaire et doivent inclure la communauté dans son ensemble, et la famille au premier chef.

79 D. K., Jeune étudiant arabisant, Focus groupe, Bamako, 10/05/2016.

80 A. D., Jeune étudiant arabisant, Focus groupe, Bamako, 10/05/2016.

81 Culte voué aux fétiches, incluant l'usage talismans à des fins de protection.

82 Pratiques occultes mêlant rituels inspirés du Coran et croyances traditionnelles.

83 Z. B., Homme, Focus groupe Diplômés arabisants, Abobo, 19/07/2016.

Encadré 1.1 | « Les grins d'aujourd'hui » ou la réinvention risquée d'un cadre traditionnel de socialisation

Le grin est défini comme un lieu de convivialité où des « membres » se retrouvent pour discuter de façon régulière des aléas de la vie. Originellement, ces cadres avaient une fonction de socialisation visant à fournir aux individus, à travers des pratiques rituelles, des connaissances « secrètes » et un certain sens de la solidarité et d'appartenance à travers la relation devant s'établir avec les autres membres. D'un espace d'inclusion, en se transformant, ces espaces semblent être devenus, dans certains cas, un facteur de fragilisation du lien social.

Aux fondements du grin, générer de la sociabilité entre égaux

L'habitude de la fréquentation des grins semble avoir été héritée de traditions sahéliennes anciennes de regroupements en « ton » ou groupes d'âge de cadets sociaux devant faire l'expérience des rites initiatiques ou « domos » liés à la circoncision. Aujourd'hui, cette habitude déborde largement le cadre du monde rural. Elle organise et façonne même de façon significative le quotidien d'une part importante des populations urbaines en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Mali, au Burkina Faso ou autres. Dans ces différents pays, les grins semblent fonctionner selon un modèle largement partagé. Force est de noter toutefois qu'au Mali, leur ancrage dans les modes de vies locaux est particulièrement profond. Aussi, les mutations en affectant le modèle de base aujourd'hui sont considérées comme synonymes de perte d'une valeur cardinale pour le pays. En effet, en traversant le temps et l'espace, le grin, dans son essence, semble avoir considérablement évolué, se réinventant une fonctionnalité sociale différente de celle de ses origines.

Les grins en Côte d'Ivoire : combler le vide d'information des temps de crise en encourageant la course aux « sons »⁸⁴

En Côte d'Ivoire, la crise de l'urbanité se combine à la compétition politique pour donner, à travers les grins, de l'épaisseur à la ligne de fracture sociale et, partant, faire du grin, un cadre de socialisation par l'exclusion et la violence. Les grins ont investi l'espace sociopolitique ivoirien comme pratique adaptative aux temps de crise. En effet, vers les fins des années 80, la difficile conjoncture socioéconomique locale a conduit certains jeunes à tenter l'aventure migratoire dans la sous-région. Revenus au pays, certains ont rapporté la pratique du regroupement en grins pour meubler leurs moments d'oisiveté. Plus tard, la polarisation du champ politique autour de la figure de M. Ouattara, l'actuel Chef de l'Etat, et de ses vellétés de succéder au premier Chef de l'Etat mourant⁸⁵, a créé un effet de sympathie autour de sa personne chez les membres des communautés ayant désormais en partage, avec les Sahéliens, cette habitude du grin. Le grin, espace de convivialité se transformera alors en forum politique servant à donner le change en termes de circulation d'information et de mobilisation partisane aux *agoras* et autres *parlements*, ces espaces de discussion de rue regroupant eux des partisans et sympathisants de la gauche politique incarnée alors par le FPI, dans sa lutte pour l'accession puis l'exercice du pouvoir d'Etat.

Les grins au Mali, les nouveaux lieux de la dépravation des mœurs ?

Au Mali, les grins, aux yeux des populations, ne seraient plus ce qu'ils étaient car la place centrale prise par la préparation du thé et sa consommation, le mélange des sexes et les nouveaux contenus de la palabre dans les grins sembleraient avoir détourné ce cadre supposé originellement voué à la socialisation stricto sensu du jeune de sa fonction première. La notion de tranche d'âge qui la sous-tendait, n'est plus aussi rigoureuse. Aujourd'hui, un jeune riche ou qui « a une situation » peut souvent être admis dans un grin qui n'est forcément pas de sa tranche d'âge. Surtout, les grins originellement servaient à discuter des problèmes relatifs aux tranches d'âge, de couple, à s'échanger les idées pour mieux diriger les familles ; or, entre les matchs du *Barca*, les téléphones portables et les rendez-vous galants, l'aspect de socialisation a été progressivement évacué. Ces orientations nouvelles, considérées

84 Dans le langage populaire ivoirien, le « son » désigne un scoop, une information ou une rumeur

85 Félix Houphouët Boigny, premier Président de la République de Côte d'Ivoire de 1960 à 1993.

par certains au Mali comme consacrant « le règne de la futilité »⁸⁶ et de la dépravation des mœurs, n'empêchent pas les exemples constructifs : un grin célèbre à Bamako par exemple, composé uniquement de femmes mariées, est très apprécié et fait d'ailleurs l'objet de beaucoup de demandes d'adhésion et de sollicitation.

Dans tous les cas, le fonctionnement actuel des grins serait donc une réponse innovante de lutte contre l'exclusion sociale et politique de la part des jeunes.⁸⁷ Toutefois, en même temps qu'ils se réinventent, ces espaces ne manquent pas eux-mêmes d'être travaillés de l'intérieur par des tensions portées par une urbanité faiblement intégratrice.

86 Coulibaly H. (2013), « Le grin aujourd'hui : C'est le règne de la futilité », Le Guido, 29 mai 2013, <http://maliactu.net/le-grin-aujourd'hui-cest-le-regne-de-la-futilite> (Consulté le 11 octobre 2016).

87 Kieffer J. (2006), « Les jeunes des « grins » de thé et la campagne électorale à Ouagadougou », *Politique africaine*, vol.11 no.101, p. 63-82 ; Biaya, T. K. (2000), « Jeunes et culture de la rue en Afrique urbaine (Addis-Abeba, Dakar et Kinshasa) », *Politique africaine*, no.80, décembre, p. 12-31.

CHAPITRE 2

**La quête de cadres alternatifs de
socialisation : entre résilience positive
et repli sectaire violent**

CHAPITRE 2 | La quête de cadres alternatifs de socialisation : entre résilience positive et repli sectaire violent

« Lorsque la jeunesse ne croit plus dans les valeurs d'une société, elle cherche ses repères ailleurs. »⁸⁸

Tel que mis en lumière dans le chapitre précédent, la famille, l'école (formelle ou non-formelle) et la communauté dans son ensemble, sont en proie à une crise profonde affectant la relation à établir entre jeunes et autres membres de leurs communautés, y compris les aînés sociaux. Cette crise traduit un délitement de la confiance, mais surtout, un affaïssement des capacités de ces institutions à socialiser le jeune, par la promotion auprès de ce dernier de modèles de comportements positifs – de savoir-être. Cet état de fait génère chez ce dernier un besoin de s'en référer à d'autres instances. Aussi, pour répondre à ce besoin, un nombre important s'oriente vers des cadres alternatifs de socialisation⁸⁹, qu'ils créent par eux-mêmes ou qu'ils intègrent. Ces cadres peuvent se retrouver dans leurs espaces de vie habituels tels que l'école ou la rue, ou alors au sein de la communauté. Dans ce dernier groupe, les mouvements religieux, les groupes de pairs (amis, rue, groupes de prières), constituent les espaces les plus sollicités.

Dans le cadre de ce Chapitre, l'objectif sera d'une part (i) de comprendre comment ces cadres de socialisation

ou groupes alternatifs construisent leurs réponses aux attentes sociales portées par les jeunes qui les rejoignent, notamment en matière de quête de modèles de réussite, de besoin d'appartenance et de reconnaissance, de besoin de valorisation ou de renforcement de l'estime de soi. D'autre part, (ii) les facteurs de risque induits par le recours à ces cadres alternatifs de socialisation seront également analysés – notamment en termes de rupture du lien social, de même que du développement et de la consolidation d'une culture de la violence en leur sein.

2.1 Quand les cadres alternatifs construisent des réponses aux attentes sociales des jeunes

Tout le long de cette étude, les jeunes ont mis en avant le fait que nombre de leurs besoins en termes de reconnaissance et de valorisation n'étaient pas pris en charge par la famille ou l'école. Dans nombre de familles au contraire, il est généralement fait de façon pressante injonction au jeune de prendre en charge certains besoins socioéconomiques de la famille. Le jeune qui se soustrait à cette requête est traité d'incapable et de « bon à rien ». Aussi, pour espérer se donner les moyens de satisfaire à ses obligations sociales, ou s'en défaire tout simplement, certains s'orientent vers des cadres alternatifs. Là-bas, c'est plutôt le groupe d'appartenance

88 Haut-fonctionnaire Malien, Entretien individuel, Bamako, 06/2016.

89 Sont entendus par « cadres alternatifs de socialisation », tous les groupes ou cercles assurant auprès des jeunes des fonctions de socialisation par substitution aux cadres classiques que sont notamment la famille, l'école et la communauté.

qui met en place un dispositif pour, au contraire, valoriser ou promouvoir le jeune, soit en l'engageant sur la base de sa capacité propre à internaliser les codes et valeurs de son nouveau groupe d'appartenance, soit par sa prise en charge complète (prise en charge matérielle, filet social, mariage, etc.).

2.1.1 Rapprochement du groupe à travers l'identification à une figure de modèle

De toute évidence, comme l'énonce Fiske, « *rejoindre un groupe est un processus, pas un résultat* ». ⁹⁰ C'est une démarche qui implique de la part du jeune un engagement dont la première phase est celle de son rapprochement au groupe par son identification à une figure de modèle qui en est issue. Dans le cas des jeunes dits « microbes » ⁹¹ opérant en bandes organisées dans le District d'Abidjan, on observe généralement une identification très forte avec la figure du « *vié-père* ». ⁹² Il s'agit généralement d'un jeune adulte ou parfois d'un jeune de la même catégorie d'âge qui inspire, de par sa trajectoire personnelle, l'aspirant à intégrer le groupe. Comme le disent certains jeunes, surtout ceux intégrant les cadres alternatifs de socialisation au Mali comme en Côte d'Ivoire, leur problème premier en famille ou à l'école est celui d'une crise de modèle.

« De nos jours, de nombreux parents ne sont pas eux-mêmes des modèles pour leurs enfants, parce qu'ils sortent de chez eux et reviennent quand ils veulent sans heure fixe. Des fois, au téléphone avec d'autres, en présence de leurs enfants, ils disent qu'ils sont en déplacement hors de Bamako, alors qu'ils y sont. Alors ! Comment voulez-vous que les enfants considèrent ainsi leurs parents comme des modèles avec de tels comportements ? » ⁹³

Pour le jeune, sa socialisation passe par des actes produits par ses aînés qu'il a besoin de copier pour être en phase avec la société dans laquelle il évolue. Seulement, les actes de ces aînés sociaux ne sont pas des exemples à suivre. Censés être leurs modèles, ces derniers sont dans leur entendement des

personnes en qui ils n'ont pas confiance, notamment parce qu'entre leurs dire et leurs actions, il y a presque toujours un fossé énorme. A l'école, certains personnels enseignants affichent leurs travers devant les élèves – des cas cités avec une fréquence notable dans l'ensemble des localités consultées. Au Mali par exemple, il n'est pas rare d'entendre parler de « *notes sexuellement transmissibles* ». ⁹⁴ Pour ces jeunes donc, nul besoin de les présenter comme des modèles, dans le meilleur des cas, ces derniers les confinent dans leur fonction de dispensateurs de connaissance et non pas d'éducateurs, quand ils ne défient pas purement et simplement, de façon ostensible, l'autorité de ces derniers.

« Lorsque des élèves rencontrent leurs professeurs dans des endroits comme des bars, des maquis, ils se disent que ... nous sommes de la même espèce, [vu qu'] on fréquente les mêmes endroits. Donc, pourquoi vous respecter ? Et, arrivés en classe, lorsque le professeur rentre, [...] certains élèves [...] ne se lèvent pas. Ils [restent] assis et ils se prennent pour le professeur en question. » ⁹⁵

Ceux qui, dans certains cadres alternatifs, servent de modèles à ces jeunes sont des personnes capables de joindre l'acte à la parole. « *Ils font ce qu'ils disent* » et, de ce fait, ils sont dignes de confiance et méritent d'être « suivis », notamment parce qu'ils expriment la possibilité qu'un engagement à leur côté soit couronné de succès. Ces derniers seraient porteurs d'un savoir-être que l'on peut de façon bénéfique copier. Pour le jeune, il devient possible, en les suivant à la trace de devenir comme ces derniers, ou même de les surpasser.

« Moi qui suis un enfant à la maison quand on me dit écoute papa ; je me sens rabaissé, mais je ne trouve pas quelqu'un qui se fait petit devant moi. Or, moi quand je sors dans la société, le jeune qui me dit 'volons ou tuons pour avoir l'argent', il tue et il a l'argent. C'est un modèle ; ce qu'il dit il le fait et quand il me le dit fais ça, je peux le faire. Or, moi dans l'Eglise tu me dis 'aimons' alors que tu n'aimes pas, tu me dis le contraire, je ne peux pas incarner ça en moi. Comme dans la famille tu me dis obéis mais je ne vois pas là où tu obéis. Je ne peux pas obéir toujours. Mais un brouteur ⁹⁶ il est allé dans le cyber[café], il a tapé ⁹⁷ et il a eu de l'argent ; mais c'est concret, mais moi qu'est-ce que j'ai de concret ? » ⁹⁸

90 FISKE, *op.cit.*

91 Nom donné en Côte d'Ivoire à des préadolescents et adolescents porteurs de violence opérant en bandes dans certaines communes du district d'Abidjan. Réputés pour la violence de leurs attaques contre les populations, ces derniers ont un mode opératoire propre : investir par groupe de plusieurs dizaines de personnes une artère donnée pour y dépouiller brutalement tous les passants. Voir : Interpeace/Indigo, *Rapport du projet pilote sur la réinsertion de jeunes évoluant en bandes organisées dits « microbes »*, Abidjan, (Publication prévue fin 2016).

92 Voir : Interpeace/ Indigo, *Rapport du projet pilote*, *op.cit.*

93 Interpeace/ IMRAP (2016), *Valeurs sociétales*, *op.cit.*

94 Voir IMRAP/Interpeace (2016), *Valeurs sociétales*, *op.cit.* et (2015) *Autoportrait du Mali*, *op.cit.*

95 K. A. C., Elève, Focus groupe Ecoles formelles, Bouaké, 23/04/2016.

96 Nom local donné à certains jeunes cybercriminels s'adonnant à des arnaques aux faux sentiments.

97 Réaliser un coup.

98 T.M.R, Homme, Focus groupe Jeunes catholiques, Abobo, 29/05/2016.

Encadré 2.1 | La violence à l'école : de la bagarre à deux aux affrontements en bandes organisées en Côte d'Ivoire

En Côte d'Ivoire, toutes les tensions et luttes sociales ayant cours dans la société se transposent au sein et autour de l'école. En effet, depuis la fin de la décennie 80, l'école ivoirienne est travaillée par des luttes de pouvoir inspirées par celles à l'œuvre sur le pouvoir d'État. Des groupes organisés, et notamment les syndicats, s'y confrontent, transposant la violence politique et sociale à l'œuvre dans le pays dans le champ scolaire et universitaire. Même les phénomènes de gangs, notamment celui plus récent des microbes, expérimentent dans les cours d'école les confrontations violentes alimentées par le commerce et la consommation de substances psychotropes dans les fumoirs.

La nouveauté tient, en revanche, au fait que la violence actuelle au sein et autour de l'école est exercée par des bandes bien structurées composées à la fois d'acteurs internes et d'acteurs externes. Contrairement aux simples bagarres, les affrontements, dont la fréquence est elle-même structurée et ritualisée jusqu'à un certain point, opposent des bandes relativement organisées (*Bébés Policiers* [BP], *Bandits-Arrêtent-Bandits* [BAB], *Commando rapide*) et alimentent une conflictualité permanente entre groupes rivaux rattachés à des « territoires » définis. Aussi bien à Abidjan, à Bouaké, que dans certaines autres grandes villes du pays, des élèves du secondaire décident des jours et des lieux pour s'affronter, lors de ce qu'ils appellent les « guerres fraîches ».

Cette nouvelle forme de violence qui ressemble fort bien à ce que Marwan Mohamed nomme « *embrouille de cité* »⁹⁹ possède une signification en ce sens qu'elle relève d'un processus essentiellement basé sur des logiques de domination, de réputation et de reconnaissance.

99 Marwan M. (2009), « Les affrontements entre bandes : virilité, honneur et réputation », *Revue Déviance et société*, n°2, vol. 33, pp.173-204.

Comme on le voit, la quête de modèle est une dimension forte dans le ralliement de certains jeunes aux cadres alternatifs de socialisation. Sous ce registre, les groupes à caractère spirituel gagnent de plus en plus en sympathie auprès des jeunes, notamment lorsqu'ils sont construits autour de la figure d'un « prêcheur » charismatique. Ces derniers, au-delà parfois du discours, ont une présentation de soi qui fait envie auprès des jeunes, les encourageant à s'engager à leurs côtés, surtout lorsque le jeune est déjà vulnérabilisé par l'absence de modèle dans son cadre familial.

« Il [le prêcheur] m'a convaincu avec ses mots, avec son comportement et avec ses expressions, pour me montrer la voie de Dieu. Donc, c'est pourquoi je me suis attaché à lui [...] Parce que c'est quelqu'un [...] qui sait parler avec les gens. Et quand il te parle, il n'y a pas de différence, car il nous a pris comme ses enfants. »¹⁰⁰

100 B. L., Homme, Focus groupe Communauté Soufi, Abobo, 01/05/2016.

« Tu vois : il met le turban et tout et puis il circule. Vraiment, quand tu le vois, tu as l'impression d'avoir vu un envoyé de Dieu. Et vraiment, ça tape à l'œil. Tu le suis. [...] Bon, vraiment je peux pas dire quelque chose de mal d'eux. Je les ai aimés, à partir de leur look. Je les ai côtoyés encore et j'le n'ai pas vu quelque chose d'anti divin. En tout cas, c'est comme si ça a répondu à mes attentes. J'ai vu en eux un "mon père" que tu aimes dans la rue ou bien un Oustaz¹⁰¹ à qui tu peux te confier. Et jusqu'à aujourd'hui, j'ai pas vraiment de notes négatives à dire sur ces hommes-là, quoi. »¹⁰²

Ce rapprochement est d'autant plus fort que ces figures qui constituent des modèles démontrent être dignes de confiance, notamment de par leur capacité à réaliser par des actes ce qui leur est attribué comme qualités – modes de vie, puissance, ascétisme, bravoure, etc. Pour la quasi-totalité des jeunes membres de groupes alternatifs ayant pris part à cette étude,

101 Imam, guide spirituel.

102 K. M., Homme, Entretien individuel, Da'aï, Bouaké, 22/06/2016.

cet élément est déterminant dans la construction du lien d'autorité et d'identification. Ces derniers se soumettraient et copieraient plus aisément des personnes en qui elles ont confiance. Aussi, les jeunes seraient plus enclins à internaliser les codes et valeurs des groupements que représentent ces nouveaux modèles.

2.1.2 Assimilation des codes et valeurs

L'internalisation et/ou l'appropriation des codes et valeurs en vigueur dans le groupe que rejoint le jeune constitue, après la phase de rapprochement par l'identification à un modèle, l'étape clé dans sa socialisation. Ainsi, que ce soit dans les groupes créés au sein des écoles (voir encadré 1) ou ailleurs, les jeunes s'approprient des modèles langagiers, des codes vestimentaires, ou autres, qui constituent des éléments distinctifs de leur nouveau groupe d'appartenance. Ainsi en est-il des différents groupes se réclamant du wahhabisme, qui arborent des pantalons courts et se laissent pousser la barbe.¹⁰³

Dans les groupes porteurs de violence comme les microbes, cette appropriation des valeurs du groupe passe par la déférence à une chaîne hiérarchique structurant le groupe ainsi que par des modalités ou épreuves permettant le passage d'un niveau à un autre : avant d'être *Tête-masse* ou *Varan*, le jeune commence par le statut assumé de *Gros-chat*, qui est l'étape de base.¹⁰⁴ Même les modalités de production de la violence contre les non-membres du groupes sont codifiées ; les armes blanches sont préférées et valorisées, contrairement aux armes à feu. Ainsi, l'acceptation de cette structure, des règles de production de la violence, et les obligations qui y sont rattachées assurent au jeune son intégration au groupe. On observe au Mali une dynamique comparable chez les ex-talibés ayant fui l'école coranique et s'étant constitués en petits groupes dans la rue, ou ayant rejoint des groupes violents.

« Il y a toujours un chef. Même chez les talibés il y a toujours un chef ; et les petits travaillent toujours pour ce chef. Tu es confié à un chef, et ce chef, c'est lui qui te protège dans la rue, et tous ce que tu trouves, tu viens lui donner. Lui prend sa part et il te donne le reste. Ce qu'ils fuient chez le maître talibé, c'est ce qu'ils viennent reproduire dans la rue. Et ils sont très, très violents ces

enfants l'un envers l'autres ; jusqu'à ce que certains enfants sodomisent d'autres enfants... dans la rue on rencontre tout ! »¹⁰⁵

Nait ainsi un certain paradoxe : ces jeunes qui, souvent, se trouvent en révolte contre l'autorité – parentale, scolaire –, en rejoignant ces groupes, semblent accepter de leur plein gré de se soumettre à une autorité forte. L'un des éléments explicatifs en est que l'ordre de ces groupes est structuré sur la base de critères clairs, et accepté par tous parce que considérés comme « justes » ou « équitables ». Ainsi, chez les microbes, le *Varan* accepte son statut car il reconnaît qu'au sein de la chaîne hiérarchique, les autres ont acquis une position plus élevée de façon légitime en faisant leurs preuves, et qu'ainsi, pour que son propre statut dans le groupe change, il lui faut se plier au fonctionnement du groupe et faire lui-même ses preuves.¹⁰⁶

2.2 Risques et opportunités liées à l'engagement dans des groupes alternatifs

Dans certains cas, l'identification à un nouveau groupe d'appartenance est positive, dans le sens où elle confère au jeune une existence sociale ; elle le valorise socialement. Dans d'autres cas de figure en revanche, cette identification peut générer des effets pervers. En effet, il n'est pas rare que l'appartenance au groupe se construise en opposition au reste de la communauté et donne lieu à un repli communautaire ou identitaire, ou, plus grave, à un processus insidieux de légitimation d'un recours à la violence. L'idée ici, dans ce type de processus d'identification et de construction d'une adversité réelle ou supposée, est de défendre le groupe contre une altérité concurrente.

103 Focus groupe Wahhabites, Bougouni, Mali, 21/04/2016.

104 Ces titres représentent différents « échelons hiérarchiques » dans la structure interne des groupes de jeunes dits microbes. Pour une analyse complète de ces groupes, voir Interpeace/Indigo, Rapport du projet pilote à venir, *op.cit.*

105 Responsable d'ONG travaillant avec les enfants de la rue et démobilisés, Bamako, Mali, 28/09/2016.

106 Interpeace/ Indigo, Rapport du projet pilote à venir, *op.cit.*

2.2.1 Quand l'adhésion au groupe génère une résilience constructive en termes de socialisation pour le jeune

L'appartenance à l'un de ces groupes dits alternatifs est souvent perçue avec inquiétude, notamment lorsque ces derniers sont constitués sur la base de regroupement à vocation religieuse. On peut penser à la forte stigmatisation de la Dawa¹⁰⁷, par exemple. Or, ces groupes peuvent

107 Mouvement d'inspiration wahhabite dont les membres se

représenter une source de résilience importante dans le cas de certains jeunes en perte de repères sociétaux et en quête de modèles, surtout lorsqu'ils répondent aux attentes sociales des jeunes en termes de reconnaissance, de responsabilisation et de valorisation.

doivent de s'engager dans un fort prosélytisme, voyageant de mosquée en mosquée, de village en village. Les membres de la Dawa font l'objet d'une forte stigmatisation au sein de la communauté musulmane ; au Mali notamment, elle est souvent indexée d'appuyer les organisations dites djihadistes, voire d'avoir préparé le terrain pour leur venue en 2012.

Encadré 2.2 | L'histoire de Madouros – le processus d'intégration d'un Da'aï¹⁰⁸

L'histoire de Madouros (nom fictif) est un témoignage du parcours de vie qui, comme nombre de personnes dans la sous-région, ont trouvé leur voie à travers une nouvelle forme de prosélytisme islamique connue sous le nom de dawa.

Né à Air-France 1, un quartier de la commune de Bouaké dans la région du Gbèkè, Madouros est le cadet d'une modeste famille musulmane de sept enfants. Comme son aîné, il fait ses études primaires à l'école primaire publique Habitat Nimbo où il obtient le concours d'entrée en sixième. Orienté au collège moderne TSF, il y poursuit ses études et réussit à décrocher le Brevet d'Etude du Premier Cycle (BEPC). Avec ce succès, son cursus scolaire va connaître un tournant très important. Suite à son orientation en classe de seconde, il est accueilli au sein du lycée scientifique de Yamoussoukro, un établissement secondaire d'excellence considéré comme la référence en matière de formation des élites ivoiriennes.

L'éloignement d'avec les siens va conduire Madouros à se chercher un nouveau réseau social.

Le processus d'identification avec sa « nouvelle famille » se traduit, en plus des enseignements reçus, par l'adoption et l'extériorisation des marqueurs visibles de distinction. Comme l'a remarqué son frère, « *ce jour-là, il était en pantalon sauté¹⁰⁹ avec une paire de souliers et il avait [...] commencé à pousser la barbe* ». Cette conformité totale et son engagement élevé contribuent assez rapidement à lui assurer une promotion dans ce cercle de convertis. D'abord, « *c'est lui qui est le muezzin, c'est lui qui va installer les nattes, c'est lui qui prend les hadiths¹¹⁰* ». Ensuite, « *il [devient] l'imam [...], c'est lui qui dirige maintenant leur prière là-bas* ».¹¹¹ Pour parachever cette promotion sociale, le guide spirituel lui fait l'insigne honneur de lui donner sa fille en mariage. Dans ces conditions, toute la vie de Madouros sera orientée par la fidélité à son nouveau groupe d'appartenance dont il bénéficie de l'assistance tant spirituelle que matérielle.

Le cas de Madouros est illustratif de la prévenance que peut avoir un groupe pour ses membres aux fins d'en assurer la socialisation. Pour Madouros, la simple réussite scolaire, dans le cadre du système formel, n'a pas su répondre à son besoin de modèle et d'appartenance. Il a trouvé ses réponses au sein d'un groupe alternatif, malgré le poids social pouvant y être associé – stigmatisation, incompréhension de la famille, etc.

108 Adeptes de la Dawa.

109 Pantalon court, s'arrêtant un peu au-dessus des chevilles, et porté comme signe distinctif par les adeptes de différentes mouvances se réclamant du wahhabisme.

110 Recueil des paroles et actes du Prophète.

111 Entretien individuel, Frère d'un da'aï, Bouaké, 2016.

2.2.2 Quand l'identification au groupe conduit à de la désaffiliation sociale et à un engagement dans des trajectoires de violence

L'adhésion à un cadre alternatif de socialisation peut en revanche provoquer chez le jeune un repli identitaire violent. De fait, lorsque ce groupe d'appartenance se sent menacé, la violence devient alors le recours ultime pour garantir au groupe son existence. Bien souvent, une rhétorique victimaire intense est développée afin de légitimer ce recours

par le groupe à la violence pour d'assurer sa survie et même parfois augmenter son gain dans la compétition. C'est le par exemple des « motos-taxis » à Bouaké, structurés autour d'enjeux économiques, notamment de lutte pour l'obtention de passagers (voir encadré 2.3 ci-dessous). Moins il existe de capacités de régulation de la compétition induite, plus certains groupes d'appartenance se structurent autour d'un profond sentiment de menace extérieure. Comme la survie du groupe dépend de sa capacité à capter ces ressources, la compétition avec les autres groupes devient un élément de risque important, pour laquelle l'usage de la force devient une nécessité vitale.

Encadré 2.3 | Les motos-taxis à Bouaké – la solidarité et la violence comme moyen de survie économique

La crise de septembre 2002 en Côte d'Ivoire a conduit à la naissance d'un nouveau mode de transport des biens et des personnes à Bouaké, ainsi que dans certaines localités de ce qu'on appelait la zone dite CNO¹¹². Lorsque les rebelles d'alors ont investis la zone, afin de se prémunir de possible attaque, ces derniers ont instauré une interdiction de circulation des taxis transportant plus de deux personnes dans la ville en dehors de leurs véhicules militaires. C'est ainsi que les moto-taxis ont fait leur apparition, prenant leur relais pour convoier les personnes désirant se déplacer d'un point à l'autre de la ville, ou au-delà, jusqu'à la limite de la zone tampon, où il leur était possible d'emprunter des véhicules ordinaires. Ce secteur naissant des motos-taxis a rapidement été investi par de nombreux jeunes à risque – jeunes en situation de chômage, repris de justice libérés à la faveur des fermetures de prisons, chefs de famille désargentés du fait de la crise, etc. Pendant de longues années, ces derniers ont eu le monopole du transport des personnes et marchandises à l'intérieur de la ville de Bouaké et de ses environs, bénéficiant pour certains d'investissements de capitaux de la part de rebelles qui achetaient des motos et les mettaient en circulation.

Le retour à la normalité consacré par la signature des accords de Ouagadougou (2009) a rétabli le libre-exercice de l'activité de taxi, ouvrant la voie à une concurrence entre les motos-taxis et toutes autres formes de transport. « *Nous côté taxi nous avons dit la normalité veut dire quoi chacun n'a qu'à exercer dans son domaine passé. Si celui qui était mécanicien faisait moto aujourd'hui c'est libre à lui il retourne dans son garage. Mais ça n'a pas été le cas [...]. Les motos sont venues concurrencer les taxis 4 roues en ville* ». ¹¹³ Cette concurrence va prendre de l'ampleur lorsque, dans le cadre du processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR), une nouvelle forme de transport va voir le jour avec la distribution de quelques 700 « tricycles » à des ex-combattants démobilisés pour l'exercice de l'activité du transport de marchandises.

Face à cette concurrence multiple, les conducteurs de motos-taxis vont rapidement sentir leur survie économique menacée. D'autant plus que l'exercice de leur activité s'est toujours opéré dans une relative illégalité, bien que tolérée. À la différence des chauffeurs de taxis et de tricycles détenteurs de permis en bonne et due forme et soumis à diverses taxes de la part de l'État et des municipalités, les motos-taxis évoluaient sans se contraindre au respect de ces exigences. « *Ils n'ont aucun autre document celui qui conduit même n'a pas un permis et tu le vois il commence à circuler dans la ville, il prend les passagers, la moto même qui doit prendre une personne de fois tu vas trouver après le*

112 Centre-Nord-Ouest. Nom donné à la zone contrôlée par les forces rebelles, par opposition à celle contrôlée par les forces gouvernementales.

113 Focus groupe, Transporteurs, Bouaké, 21/05/2016.

chauffeur, lui qui conduit même y a quatre qui sont derrière lui et là ils passent devant la préfecture de police, ils passent devant les commissariats, ils passent devant la gendarmerie, ils vont même passer devant la voiture du préfet de région. On dit rien. »¹¹⁴

De sorte que, pour se prémunir de la nouvelle menace économique, une solidarité de corps, construite autour d'une capacité collective à délivrer de la violence pour protéger leur survie économique en tant que groupe, s'est mise en place. « *Et si quelqu'un vient pour intervenir, au moment où on va voir, eux-mêmes là dès ça fait « gbo ! », automatiquement, y'a plus de 50 motos qui va t'entourer toute suite [...]. Même un policier qui fait son travail de réglementation routière... ils sont partis envahir le commissariat central, les motos taxi ! avec quel droit ?* ».¹¹⁵ Des modes opératoires que les chauffeurs de motos-taxis ne nient pas, mais jugent légitimes et justifiés. « *Y a des accidents même, le chauffeur de moto là, il a raison, mais puisque sa moto n'est pas assurée, lui-même il n'a pas permis de conduite... Donc de ce fait, il se voit tellement en danger – souvent il est blessé hein – mais ces camarades viennent le soulever pour le camoufler* ».¹¹⁶

Pis, une partie de ces jeunes exerçant l'activité, ayant un passé de porteurs de violence, a contribué à alimenter la criminalité dans la ville de Bouaké en perpétrant des agressions de toutes sortes sur les populations. Certains ont également contribué à mettre en place des dynamiques de violence qu'ils continuent à nourrir dans les écoles (voir encadré 2.1), à travers le sponsoring de groupes violent, de même que l'encouragement à la consommation et la vente de drogues dans le milieu scolaire.

Ainsi, l'identité de corps construite autour du sentiment de menace et par opposition à une partie importante de la communauté – autres acteurs du secteur du transport, autorités – et recourant à la violence pour assurer sa « survie », vient en plus se superposer à une activité criminelle.

114 *Idem.*

115 *Idem.*

116 Focus groupe, Taxis-motos, Bouaké, Côte d'Ivoire, 26/06/2016.

Seulement, pour être en mesure de porter cette violence salvatrice pour le groupe, il faut que ce dernier soit lui-même suffisamment intégré et cohésif. De fait, pour assurer la cohésion interne du groupe, celui-ci est obligé de codifier les modalités de délivrance de sa violence, de façon formelle ou informelle. Aussi, en même temps qu'elle structure l'identité et la cohésion du groupe, la violence devient un élément de consolidation du groupe et de promotion/valorisation des individus en son sein. On retient alors ici que la violence a une double fonction (i) de promotion/valorisation de l'individu au sein du groupe d'appartenance, et (ii) de construction de la cohérence interne du groupe et de son maintien.¹¹⁷ La violence et sa mobilisation apparaissent alors comme légitimes pour l'individu, surtout dans un contexte où l'on a une facilité d'accès assez grande aux modes d'action violents dans le monde à travers les médias. « *Les enfants imitent ce qui se fait dans les films.* »¹¹⁸

117 Interpeace/ Indigo, Rapport du projet pilote à venir, *op.cit.*

118 Focus groupe Espace religieux, Bougouni, 20/04/2016.

Dans les cas où la structuration du groupe ne se fait pas autour d'enjeux économiques, comme c'est le cas avec les mouvements religieux ou spirituels, la construction de la rhétorique victimaire procède d'un narratif partagé de persécution. Le jeune se convainc que sa pratique religieuse ou le mode de vie nouveau auquel son appartenance au nouveau groupe le destine est mis en péril par le monde extérieur. Cette construction victimaire est d'autant plus renforcée que le jeune partage avec le groupe le sentiment d'être stigmatisé, divers stéréotypes négatifs lui étant associés. Pour se protéger, l'approche défensive que le jeune et son groupe développent peut être le repli communautaire, consacré par une rupture du lien avec sa famille ou le reste de la société. Le cas échéant, l'utilisation de la violence pour « défendre » le groupe contre une menace, perçue ou réelle, de la part d'une société à laquelle il n'a que peu ou plus d'attache, devient envisageable (voir encadré 2.4 ci-dessous).

L'aspect idéologique est rarement l'élément clé dans la trajectoire d'un jeune vers un groupe donné. Lorsque

l'idéologie ou le discours religieux intervient, il le fait plus systématiquement dans l'optique de légitimation à posteriori et/ou de renforcement de l'appartenance et de la cohésion au sein du groupe. Et même au sein des groupes partageant une idéologie considérée comme « radicale »,

le risque réel de violence ne provient pas de l'idéologie en soi, mais de la rupture du groupe avec le reste de la société – par la construction d'un discours victimaire ou par la marginalisation/stigmatisation – pouvant légitimer le recours à la violence.

Encadré 2.4 | Kadji-Dar Salam, où quand une communauté confinée à la marge reprend (violemment) sa place

Kadji-Dar Salam : une communauté à la marge

Dans la région de Gao, la communauté de Kadji-Dar Salam, puisqu'elle concevait la religion différemment du reste de la société malienne¹¹⁹ et que, de ce fait, elle se sentait stigmatisée, s'est retirée progressivement de la vie communautaire. L'isolement géographique (sur la presqu'île de Kadji-Dar Salam) s'est doublé d'un isolement idéologique. « Depuis longtemps les Wahhabites ont abrité ce village et avaient les pratiques différents de celle des autres. Par exemple, ils ne mangent pas le mouton que les autres égorgent, ils se sont marginalisés eux-mêmes. »¹²⁰

Pour consacrer cet isolement, la communauté s'est organisée autour d'un mode de vie et d'une gouvernance très autocentrée, dont elle imputait la nécessité à une « fixation populaire dont [leur] communauté est victime sans raison. »¹²¹ « Le Mali se dit laïc, alors on doit nous laisser appliquer notre religion selon notre conviction ».

« Quand ils se sont écartés du chef, ils avaient leurs lois et leur chef à part. Personne ne rend visite à cette communauté et eux aussi ne te rendent pas visite. Quand on a leur fille en mariage, on te la retire. Si la fille refuse de te quitter, même si elle meurt, ils ne la considèrent même pas. Pour eux, c'est ça la vraie religion et cela prévaut bien avant l'occupation. »¹²²

Ainsi, depuis des années, le fossé s'est progressivement creusé entre la communauté de Kadji-Dar Salam et le reste des populations de la région, entre distanciation volontaire, incompréhensions et stigmatisation – lesquelles se renforcent mutuellement. « Si les gens de Kadji-Dar Salam sont marginalisés et stigmatisés, c'est parce que les gens trouvaient que leur façon de pratiquer n'était pas l'Islam. »¹²³ Pire, ces stigmatisations ont, aux dires de certains, menées à des épisodes de tension, voire à des scènes de brimades ou humiliations publiques au cours desquelles les ressortissants de Dar Salam furent forcés de nager sur le sable sur la place de l'indépendance de Gao.

La période MUJAO : une fenêtre d'opportunité

À l'arrivée du MUJAO en 2012, une partie importante de la jeunesse de Kadji-Dar Salam se joint au groupe. Pour beaucoup de gens de la région, ce serait l'accointance idéologique autour de la religion musulmane qui aurait facilité le recrutement de ces jeunes par le groupe dit djihadiste. Aux dires de certains, le MUJAO avait déjà mis en place un mécanisme de préparation psychologique auprès des habitants du quartier de Kadji, à travers des prêches organisés par les adeptes de la Dawa. Une explication basée sur un lien idéologique que ne partage pas plusieurs participants de la région, dont une autorité coutumière de la communauté, pour qui des facteurs beaucoup plus

119 La pratique de l'islam en vigueur à Kadji-Dar Salam découle d'une doctrine particulière, le *hawarijisme*, différente du wahhabisme en vigueur dans la ville de Kadji depuis fort longtemps.

120 Restitution régionale, Gao, 29/09/2016.

121 Entretien individuel, Autorité coutumière, Kadji-Dar Salam, 24/07/2016.

122 *Idem.*

123 *Idem.*

pragmatiques expliquent qu'une partie de la jeunesse ait appuyé ou joint le groupe armé : « *Cela était dû aux différents déplacements qu'effectuaient les jeunes sur Gao ; ainsi ce contact a généré un lien de rapprochement jusqu'à ce qu'ils [adhèrent] au groupe, sinon rien de commun ne les liait à part cette situation.* »¹²⁴ Ainsi, aux dires des leaders de Kadji, c'est par le contact fréquent sur l'axe Gao-Kadji, une reconnaissance nouvelle démontrée par les nouveaux occupants, puis par leur embauche et leur responsabilisation – contrôle de check-points par exemple – que les premiers jeunes auraient joint le groupe.

À côté de cette première vague, des jeunes qui étaient d'abord réfractaires ou sceptiques, ne voulant pas s'engager, ont progressivement subi les pressions des autres jeunes. Ces derniers occupaient désormais des fonctions socialement valorisantes – contrôle des check points, police islamique à Gao – et gagnaient des sommes considérables (jusqu'à 500 000 FCFA par mois selon les estimations des participants). Pour les jeunes de la communauté, ne pas s'engager devenait facteur de marginalisation. Une pression qui ne venait d'ailleurs pas uniquement des jeunes, selon les participants : « *certains ont été motivés par leurs propres parents pour adhérer à ce mouvement.* »¹²⁵ Une influence des parents soulignée également par une mère : « *Nous étions tous contre MNLA et ont demandé à nos enfants d'aider les MUJAO à combattre [le] MNLA. Ainsi, nos enfants nous ont écoutés et se sont battus du côté des MUJAO et ils ont vaincus [le] MNLA.* »¹²⁶

« L'occupant » parti, le risque de fracture s'amplifie

Aujourd'hui, selon un leader de la jeunesse, le défi majeur de la relation entre Kadji-Dar Salam et les populations de Gao est ailleurs : empêcher que les jeunes ne tombent dans l'extrémisme à cause de leur marginalisation de la part de l'Etat et de la société. Cette situation l'amène à poser une question fondamentale : « *comment briser l'isolement dans lequel ils s'enfoncent jour après jour ?* »¹²⁷ Entre les communautés, la méfiance règne plus que jamais, et en l'absence de dialogue, les perceptions et préjugés se renforcent.

Selon les responsables du quartier, depuis la victoire sur le MUJAO de la coalition des forces armées maliennes et étrangères, la stigmatisation s'est également amplifiée de la part des autorités et forces de l'ordre : « *On a des gens qui se sont rassemblés avec des grandes personnalités, les Blancs et les gens du pays du Golfe. Toutes ces personnes ont envoyé une délégation, car on nous avait accusés de gêner le nom de l'Islam.* »¹²⁸ Pis, ces stigmatisations donnent lieu à des brimades qui renforcent chez les populations le sentiment de victimisation qui était déjà au départ de leur repli identitaire :

« *Sinon chaque jour, et jour pour jour, les fouilles continuent, car ils pensent qu'on garde des armes alors qu'ils se trompent. Ainsi le chef des opérations militaire est venu avec des militaires, des hélicoptères pour des constats mais n'ont rien vu comme arme chez nous, et certains ont même été envoyés à Bamako pour des interrogations et enquêtes. D'autres ont été frappés [...]. J'ai été ramené à la Gendarmerie avec l'imam, sinon nous n'avons rien fait, et on n'était même contre les principes du MUJAO.* »¹²⁹

124 Entretien individuel, Wabaria, Mali, 24/07/2016.

125 Restitution régionale, Gao, 30/09/2016.

126 Focus groupe, Gao, 24/08/2016.

127 Leader de la jeunesse de Kadji-Dar Salam, Restitution régionale, Gao, 29/09/2016.

128 Entretien individuel, Responsable de quartier, Kadji, 25/07/2016.

129 *Idem.*

Conclusion du chapitre

Les cadres classiques de socialisation n'arrivent plus à générer avec les jeunes une relation d'autorité, mais aussi et surtout de confiance, pour leur transmettre des valeurs positives pouvant aider à structurer chez eux des modèles de comportements acceptables pour la société. De fait, en plus du fait que les modèles de réussite qu'ils promeuvent ne suscitent plus l'adhésion, la légitimité de ces cadres est progressivement remise en question. Ainsi en est-il de l'école par exemple, qui arrive de moins à moins à assurer son rôle d'ascenseur social, et s'en trouve fortement délégitimée. Il en est de même pour le maître qui voit son autorité délitée. Les jeunes se tournent alors vers d'autres groupes afin de se recomposer des modèles et des imaginaires de réussite alternatifs ; d'autres espaces au sein desquels se construire socialement. Lorsque le jeune rejoint ces groupes de socialisation dits alternatifs, il se construit un

nouveau modèle d'appartenance. Ainsi, ces groupes peuvent constituer une forme de réponse résiliente face à l'incapacité de la société à générer des réponses à certains besoins de ces jeunes – modèles de réussite, reconnaissance, sentiment d'appartenance, valorisation. En revanche, l'élément fort d'identification peut parfois, lorsqu'il s'opère à l'encontre de l'appartenance à la société majoritaire, générer une construction victimaire – partiellement justifiée ou non – entraînant une forme de désaffiliation sociale, voire mener à une justification de la violence.

Comment la société peut-elle prendre opportunité du potentiel de socialisation de ces groupes pour en renforcer l'effet intégrateur ? Et dans le cadre de groupes structurés autour de la violence, comment atténuer leur dimension violente, tout en amplifiant la fonction fédératrice de manière constructive ?

CHAPITRE 3

Professionnalisation du potentiel de production de violence des jeunes : entre démarchage opportuniste, réseautage et quête de terrain de prestation

CHAPITRE 3 | Professionnalisation du potentiel de production de violence des jeunes : entre démarchage opportuniste, réseautage et quête de terrain de prestation

Lorsqu'un jeune intègre des espaces alternatifs de socialisation, tels que décrit dans les précédents chapitres, deux dynamiques contrastées peuvent être observées. Soit ces espaces génèrent chez le jeune une forme de résilience positive, à travers les réponses apportées à certaines de ses attentes sociales de sorte à le (re)socialiser de façon constructive et non-violente dans la société. Soit, au contraire, ces différents espaces et groupes structurent chez le jeune une propension à avoir recours à la violence en induisant chez ce dernier une dynamique d'identification forte au groupe, qu'il construit presque en défiance par rapport à la société globale. Cette défiance est, de fait, alimentée par une construction victimaire à partir de laquelle le jeune pose les bases de la légitimation d'un recours à la violence pour défendre son groupe « menacé », ou encore par une valorisation de cette violence au sein même du groupe pour s'y maintenir ou se promouvoir.

A la suite du chapitre précédent, qui a mis en évidence comment cette dynamique contrastée se met en place, nous abordons dans cet ultime chapitre, une brève typologie des idéaux-types de trajectoires des jeunes vers la violence. Puis, nous établissons comment, à partir de ces trajectoires, certains jeunes se composent un « capital de violence » – c'est-à-dire un cumul d'expériences et de capacités à produire de la violence. Dans un contexte de compétition économique, sociale ou politique en déficit de régulation, où la force devient un élément déterminant dans la capacité d'un acteur à assurer sa position, ce capital trouve presque toujours matière à être investi, les terrains de conflits ou

de confrontation violente étant nombreux pour le jeune au niveau local ou au-delà. Dès lors que ces champs existent, se met en place une configuration qu'on pourrait qualifier de « marché » de la violence, sur lequel les jeunes sont directement démarchés, ou encore cherchent eux-mêmes à mettre en valeur leurs capacités et potentiels de production de violence.

3.1 Typologie des trajectoires d'engagement vers la violence

Deux itinéraires-types semblent être suivis par les jeunes pour s'engager dans des trajectoires menant vers les nouvelles formes de violence. Il y a, d'une part, ceux qui passent directement du cadre familial à l'engagement dans les groupes armés ou violents, et pour lesquels certaines pressions parentales et/ou sociales, et notamment celles émanant des mères, jouent un rôle déterminant¹³⁰. D'autre part, l'on note l'itinéraire qui conduit les jeunes de la famille vers des cadres alternatifs de socialisation/initiation à la violence, dans un premier temps. Puis au sein de ces espaces, le jeune se construit progressivement un capital de violence, avant de se mettre par la suite à disposition

130 INTERPEACE, *Can women and youth make a difference in the prevention of violent extremism?*, février 2009; accessible sur <http://www.interpeace.org/2016/06/can-women-and-youth-make-a-difference-in-the-prevention-of-violent-extremism/>

ou d'être démarché sur le marché de la violence. Dans cet itinéraire, l'on note deux dynamiques complémentaires : (i) lorsque le jeune se construit par accumulation d'expériences en passant d'un cadre de production de violence à un autre, comme autant d'échelons d'une longue progression violente ; et (ii) celle où, en joignant un groupe alternatif et en s'y construisant par opposition au reste de la société, il en vient à considérer le recours à la violence comme moyen légitime de « défendre » le groupe contre une menace perçue. Dans ce dernier cas de figure, l'appropriation des mécanismes de production de la violence par le jeune renforce l'appartenance de ce dernier au groupe.

3.1.1. De la famille aux groupes producteurs de violence : le passage en ligne directe

Il est apparu lors de la présente étude que l'environnement socio-culturel et économique dont sont originaires certains jeunes constitue un premier facteur de structuration des itinéraires vers la violence. En effet, dans le cercle familial restreint du jeune, des pressions fortes sont exercées sur certains jeunes pour s'engager dans la violence. Ces pressions sont construites autour des perceptions associées aux enfants et aux jeunes dans certaines communautés et sont portées par l'idée selon laquelle l'enfant est la principale « richesse » de sa famille. De fait, dans les économies villageoises précoloniales, le besoin en forces de travail domestiques pour accompagner les parents dans les activités du quotidien conduisait certaines communautés à valoriser la multi-natalité au sein des couples et la contraction d'unions polygamiques au sein des lignages. Le changement dans l'économie politique de la famille n'a pas forcément conduit à l'abandon de ce type de perceptions associées à l'enfant comme force de travail susceptible de contribuer à la subsistance de la famille. Dans la commune d'Abobo par exemple, le rôle de pourvoyeur de ressources économique assigné aux enfants reste prégnant.

« Les femmes [...], nos sœurs là, exploitent leurs propres enfants. Elles voient l'immédiat ; les cinq francs-cinq francs qu'elles gagnent là, c'est ce qu'elles voient [...] Il n'y a pas d'avenir, c'est une cause aussi. Et puis, nos papas aussi qui se marient à plusieurs femmes : la polygamie. Le monsieur, il ne travaille pas, ou bien il n'a pas un travail stable, et il a quatre femmes et chacune de ces femmes a au moins cinq ou six enfants. Et chacune de ces femmes [pour] prend[re] ses enfants en charge [...], ces femmes-là, souvent elles font le petit commerce. Comment est-ce que ces enfants

ne vont pas devenir [violents] parce qu'ils ont envie d'être comme les enfants de bonne famille. »¹³¹

« Moi en tout cas je ne suis pas entré dans la rébellion parce que j'ai aimé la chose. Non, [c'est] parce que je travaillais pour mes parents. Ce que je dois avoir pour leur donner, pour qu'ils [puissent combler] leurs besoins avec, je n'arrivais pas à [le] leur donner. »¹³²

Abobo est, dans le District d'Abidjan, l'une des principales zones de résidence de migrants et de descendants de migrants qui sont arrivés à Abidjan pour participer à la construction de cette mégapole pendant la colonisation française puis tout au long de la décennie qui a suivi les indépendances. Véritable cité dortoir, cette commune n'a pas bénéficié de façon constante de politiques publiques de relèvement des conditions et moyens d'existence des populations. Ainsi déshéritées, certaines populations construisent leur résilience sur la base de stratégies de survie faisant une place importante aux enfants et à leur potentiel de production de violence.

Les descendants des premiers résidents¹³³ vivent dans des conditions de désespérance sociale forte, faute d'opportunités économiques alternatives à un secteur informel peu diversifié¹³⁴. Une partie importante des adultes construit ses stratégies de subsistance autour de la contraction de nombreuses unions matrimoniales, les femmes ayant vocation à rechercher les ressources par des activités de commerce de proximité pour subvenir aux besoins de la famille. Faute d'assistance des hommes, fortement touchés par le chômage, de nombreuses femmes se retrouvent donc abandonnées et obligées d'assumer seules la charge éducative et alimentaire des enfants. De plus, l'essentiel de l'activité économique formelle nécessitant un déplacement en dehors de la commune, réputée cité-dortoir, les enfants se retrouvent dans beaucoup de cas sans supervision parentale, et se recomposent ainsi d'eux-mêmes dans la rue.

Certains parents s'en remettant à leurs enfants pour rapporter « par leurs propres moyens » de quoi satisfaire les besoins de leurs frères et sœurs plus jeunes, les enfants sont invités de façon pressante à se « débrouiller » pour aider la famille. Cette débrouillardise est même valorisée socialement, et mise

131 Focus Groupe Femmes du quartier plaque 2, Abobo, 28/05/2016.

132 Entretien individuel, Ex-combattant, Abobo, 18/05/2016.

133 Selon les données du RGPH 2014, Abobo compterait quelques 1 030 000 habitants, dont le RGPH de 1998 établirait l'extrême jeunesse, 77% de la population y ayant moins de 35 ans.

134 En 2008, l'enquête sur le niveau de vie des ménages indiquait que la proportion de la population vivant à Abobo avec un revenu annuel inférieur au seuil national de pauvreté s'élevait à 16,8 %. De plus, environ 60 % de la population de la commune vit dans des quartiers précaires : UNHABITAT (2012), *Profil urbain d'Abobo*, Urban Profiles.

en opposition à l'absence de prise d'initiatives et de capacité de s'autonomiser de la tutelle parentale qu'on attribue aux jeunes d'origines différentes des résidents d'Abobo. Certaines filles sont souvent ainsi livrées à la prostitution¹³⁵ ou au commerce à risque de rue, très jeunes, pendant qu'une partie importante des garçons intègre des bandes de porteurs de violence.¹³⁶ Ces derniers sont ainsi régulièrement mobilisés comme supplétifs de combats violents dans les luttes brutales entre syndicats de transporteurs ou comme « petites frappes » revendant de la drogue pour des propriétaires de fumoirs dont ils sont l'une des clientèles privilégiées.

« Quand le chef de famille n'arrive pas à trouver le pain quotidien pour ses enfants, ses enfants sont appelés à aller chercher pour eux même. Il y en a qui sont cokseur¹³⁷, il y en a qui chargent les voitures, il y en a qui entrent dans les syndicats... Chacun se bat pour trouver leur pain quotidien. Pour cela ces enfants-là qui n'ont pas d'éducation, qui n'ont pas de guide [...]. Tout ce qui va tomber sous la main, ils vont le prendre : que ça soit des vendeurs de drogue, que ça soit des vendeurs d'alcool... Mais nous-mêmes, on est tous coupables à ce niveau. »¹³⁸

Une partie des revenus générés par leurs agressions sur les populations sert en fait à payer la dose de stupéfiants qu'il leur faut consommer quotidiennement pour surmonter la tension intérieure liée à leurs activités criminelles. La crise post-électorale de 2011 et son incrustation à Abobo avec l'épisode du commando dit invisible¹³⁹ a offert une

135 Connue localement sous l'appellation GPP (Génération Pressée Pressée), la prostitution des jeunes filles est importante dans la commune. Elle s'exerce le plus souvent en dehors de la commune, dans des communes comme Marcory ou Cocody.

136 Si le phénomène des « microbes » est récent, ce type de dynamiques existent depuis longtemps dans l'espace urbain abidjanais. Ainsi, beaucoup des vié-pères de ces microbes étaient en leur temps également des jeunes porteurs de violences, qui se sont construits dans la rue, notamment dans les mouvements dits de *Ziguehi* (aussi appelés « loubards ») inspirés du kung-fu et des luttes gangs américains mis en scène dans le cinéma des années 70-80. À cette époque, les cinémas constituaient d'ailleurs des espaces de socialisation clés pour ces jeunes. Voir le documentaire *Les enfants d'Houphouët*, à paraître. Les microbes eux-mêmes sont nés en s'inspirant du film *La cité des Dieux* mettant en scène les stratégies de survie de gangs de jeunes dans les favelas brésiliennes.

137 Homme qui est chargé, dans les gares routières, de trouver des clients pour les taxis et les cars.

138 Focus groupe Jeunes musulmans, Abobo, 28/05/2016.

139 Au cours de la crise post-électorale de 2011, un détachement de forces militaires proche de l'actuel Chef de l'état, M. Alassane Ouattara, a pris pied dans la commune d'Abobo pour combattre les forces de défense et de sécurité alors fidèle à M. Laurent Gbagbo. Utilisant des techniques de guérilla urbaine, ces forces combattantes ont bénéficié du soutien d'une partie de la population de la commune. Voir notamment : VARENNE, Leslie (2012), *Abobo la guerre : Côte d'Ivoire, terrain de jeu de la France et de l'ONU*, Paris, Fayard.

opportunité à ces jeunes pour ramener plus à la maison. Un grand nombre de ces jeunes, souvent poussés par les parents, ont ainsi rejoint les rangs des factions combattantes et revenaient à la maison avec des butins de guerre pris aux populations civiles en fuite où dont les quartiers étaient attaqués. Ainsi, pendant les longues semaines qu'a duré la confrontation militaire dans la ville, ces jeunes ont tiré partie de la guérilla urbaine alors en cours pour répondre aux pressions existentielles de leurs parents à travers les actes de pillage. Plus tard, avec la fin de la crise, ces derniers se sont reconvertis dans des gangs de jeunes dits « microbes » mobilisant le même mode opératoire que lors de la crise pour dépouiller violemment les populations, les pressions de la famille n'ayant pas disparu.

Concernant la situation dans le Nord Mali, les échanges dans le cadre de la présente étude avec l'un des responsables d'une structure en charge des enfants ex-associés aux groupes armés mettent en lumière que cette pression existe aussi et ce sont certaines mères qui auraient orienté directement leurs enfants vers les groupes armés ou, avant la crise, vers certains narcotrafiquants pour ramener à la maison un revenu.¹⁴⁰

« [Les enfants que nous recevons dans notre centre] viennent directement des groupes armés. [Ces jeunes sont passés] de la famille aux groupes armés. [...] Ce sont des mamans qui donnent des consignes. Les pères disparaissent, et il y a beaucoup d'enfants qui sont des enfants naturels¹⁴¹. Ce sont des mamans qui envoient les enfants vers les groupes armés pour qu'ils leur envoient quelque chose par la suite. »¹⁴²

Cette pression y est d'autant plus importante que la culture locale valorise le jeune capable de prendre en charge sa mère, ou de défendre la communauté dont elle représente une figure centrale, face à une situation de menace identitaire. Aussi, le déshonneur est-il grand et le reniement certain si ce dernier ne satisfait pas à cette obligation sociale. Le respect dû à la figure de la mère et l'obligation de satisfaire à ses besoins pour qu'elle ne soit pas la risée de la communauté devient le catalyseur de l'engagement du jeune.

« Si la rébellion perdure, c'est à cause des femmes. La femme demande à son homme de faire ceci ou cela. Si tu ne le fais pas, je ne te reconnais pas ou tu n'es pas un homme. Ou bien, elle lui dit de regarder la femme d'un tel qui pèse lourd, et regarde-moi. Donc si je n'ai pas la proportion de cette dernière, merci, je ne te connais pas : tu n'es pas

140 Entretien individuel, Responsable ONG de prise en charge d'enfants associés aux groupes armés, Bamako, Mali, 28/09/2016

141 Nés hors mariage et/ou non-reconnus.

142 Entretien individuel, Responsable ONG de prise en charge d'enfants associés aux groupes armés, Bamako, Mali, 28/09/2016

un homme. Simplement parce qu'elle veut ressembler aux femmes qui ont de meilleures conditions de vie. Ainsi, beaucoup de gens sont prêts à se battre pour des choses sans importance. »¹⁴³

A ce niveau donc, aussi bien dans le cas d'Abobo en Côte d'Ivoire ou du Nord Mali, les jeunes engagés dans des nouvelles formes de violence ne passent pas obligatoirement par un cadre transitoire d'apprentissage de la violence. Dans ces cas, la famille et/ou la communauté peut elle-même jouer ce rôle d'espace de prédisposition à l'utilisation de la violence. Cela s'opère par la construction d'un narratif autour de la défense d'une identité « menacée », ou par la valorisation d'imaginaires de réussite présentant en modèles certains

143 Validation régionale, Gao, 29/09/2016.

ainés sociaux ayant gravi l'échelle sociale grâce à leur capacité de production de violence – par l'aventure¹⁴⁴ ou au cours de rébellions passées.

Dans la société, leurs actes de violence sont soit justifiés sur la base d'une violence considérée légitime face aux injustices dont la famille/communauté est victime, soit pudiquement tus parce considérés comme nécessaires, soit déniés et placés sous le vocable de la « débrouillardise », du « grouillement » ou du « *cherchement* »¹⁴⁵ comme il est dit à Abidjan.

144 Expression désignant le fait de partir à l'étranger, généralement en Algérie ou en Libye, afin de gagner sa vie par les armes et/ou le commerce.

145 Termes dans le parler local ivoirien désignant l'économie de la débrouille.

Encadré 3.1 | Définition de la masculinité et valorisation de la figure guerrière

Le processus de socialisation prédisposant le jeune à considérer le recours à la violence comme légitime n'est pas que le résultat de groupe alternatifs considérés comme violents. Dans certaines sociétés, des éléments de pratiques culturelles peuvent valoriser des comportements ou des valeurs qui, dans un contexte ou une situation donnée, peuvent contribuer à faciliter le passage d'un jeune vers la violence.

Ainsi, dans certaines communautés du Nord du Mali, des éléments constitutifs de la masculinité, valorisant la figure du guerrier ou de l'aventurier, lorsqu'elles sont négativement appropriées par le jeune ou certains membres de sa communauté ayant de l'influence sur lui, jouer ce rôle. Dans ces conditions, ce ne sont non-pas les valeurs qui constituent le risque, mais plutôt certains usages sociaux qui peuvent en être fait.

En milieu Sonhraï, quand le garçon atteint l'âge de 18 ans, une cérémonie est organisée autour du port du turban est organisée, au cours de laquelle on égorge des vaches et des moutons¹⁴⁶. Pour la circonstance, les habitants des villages environnants sont invités car ces rituels revêtent une valeur symbolique pour la communauté entière parce que marquant l'entrée de l'adolescent dans la vie adulte. Il lui est demandé alors de saluer ces géniteurs, non plus avec la main, mais avec l'épaule pour attester de ce qu'il est désormais un homme.¹⁴⁷ Il lui est alors remis un sabre appelé « *Takouba* », un homme dans ces sociétés ne devant jamais se déplacer sans arme ou un bâton. Ce symbole démontre également qu'il peut désormais aller à la guerre.

Ce cérémonial existe, à quelques différences près, chez les tamasheq. Chez ceux-ci, en plus du turban et du sabre, supposé assurer sa défense, il est remis au nouvel homme comme monture le plus beau chameau de la famille ou du troupeau. Déjà à 10 ans, il est initié au maniement d'une arme blanche ou un gourdin, instruments requis pour accompagner les animaux pâturer en brousse.¹⁴⁸ L'homme tamasheq est ainsi encouragé à faire preuve de bravoure en toute occasion, vu qu'il « *ne doit compter que sur lui-même [et] ne doit pas fuir devant un danger.* »¹⁴⁹ Ces injonctions sont d'ailleurs présentes dans nombre de chants tamasheq, faisant la louange du brave homme qui honore sa mère ou sa femme. Pour cette société, « *un homme sans arme n'est pas un homme. Depuis la nuit des temps, ils sont dans cette partie du monde où il faut assurer sa propre sécurité.* »¹⁵⁰

146 M. M., Focus groupe Femmes, Gao, 08/2016.

147 *Idem.*

148 S. O. C., restitution, Gao, 29/09/2016.

149 S. Ag M., Entretien individuel, 08/2016.

150 *Idem.*

3.1.2. La construction progressive du potentiel de violence et d'une réputation à mettre à disposition

À la différence de ceux qui basculent directement dans des cadres de production de violence en partie « sous la pression » de la famille, un nombre important d'autres jeunes se construisent une trajectoire vers la violence en passant par des cadres successifs de socialisation. A la différence du chapitre précédent où l'accent a été mis sur le potentiel en termes de résilience de ces groupes ou de structuration de trajectoires de violence, la présente section met l'emphase sur la construction du jeune par la violence. Dans cet itinéraire, le jeune est un acteur qui construit lui-même son itinéraire. Bien souvent, il commence son initiation précoce à la violence dans des bandes au sein de son établissement scolaire ou dans les rues adjacentes à la concession où vit sa famille (voir encadré 2.1, chapitre précédent).

« [Dans] *Le schéma classique, l'espace de l'enfant, [c'est] la maison, l'école (notre espace) et puis entre l'école et la maison, il y a la rue. A la maison, nous sommes convaincus que les parents n'enseignent pas aux enfants la violence, ne conseillent pas aux enfants la violence. Ici ça ne fait pas partie de notre mission, et pourtant ils sont là-dedans, en plein dans la violence. Et puis, cette violence-là se développe. Donc, nous avons dit : c'est la rue qu'il faut regarder ; ce qu'ils font quand ils ne sont pas à la maison ou à l'école. [...] Lorsqu'on les a pris individuellement, on a compris qu'il y a beaucoup de choses qui se passent dans la rue, beaucoup de choses. Et il y en a qui nous ont révélé des choses extraordinaires. Il y en a un par exemple, [...] il se faisait appeler '3 moteurs dit le dangereux'. [...] Il fumait de la drogue et c'est lui il a des sifflets et tout. Quand il y a des événements, c'est lui qui distribue les sifflets à ses amis pour mettre le désordre dans l'établissement. Il y en a beaucoup d'autres, [...] ils ont les surnoms, et tous ils ont des actions précises qu'ils mènent. Donc, quand il s'agit de déloger leurs amis ici dans l'établissement et aller le faire également ailleurs, ils ont tout un système bien organisé. Ils ont des amis dans tous les autres établissements et quand il s'agit de déloger toute la ville de Bouaké, tout au moins dans la zone ici, ils ont leurs amis qui sont là, qui sont prêts [et] qui savent précisément ce qu'ils ont à faire. »¹⁵¹*

Dans ces groupes, le jeune se construit une réputation de porteur de violence qu'il « bonifie » en passant d'un groupe à un autre, le plus souvent en étant remarqué et coopté par des

entrepreneurs de violence ou des hommes politiques. Il s'agit le plus souvent des premières formes de contractualisation de son potentiel de violence auquel le jeune est convié.

« *Au COB¹⁵², on a vu des enfants avec pistolet en poche [...]. Donc s'il est dealer, il va empoisonner ses camarades, son école, c'est fini. [...] Après ça, il va aller dans la ville. Mais si jamais il n'est pas en prison et qu'il continue de cette manière-là, il va aspirer à un plus grand gain en passant au grand banditisme. [...] Il va passer à la vitesse supérieure. Il va trouver une arme on va l'intégrer dans un gang [...] On le prend en charge. Il a tout, tout ce qui lui manquait à la maison comme bien matériel et de façon facile. Tu places¹⁵³ seulement et, automatiquement, voilà la recette. Un enfant qui n'a jamais eu 5000 francs dans toute l'année va se retrouver avec 10 000 francs par jour. Imaginez à 15-17 ans ce que ça peut faire dans la mentalité d'un enfant comme ça. Et après, avec la version nouvelle du banditisme international qu'on appelle les djihadistes, c'est une proie facile parce qu'il aspire à plus de richesse. Il aspire à plus de gains faciles. »¹⁵⁴*

« *Je suis un enfant d'Abobo. Pour être d'abord respecté, il fallait appartenir à un groupe ou bien fallait être vraiment un bon bagarreur. C'est comme cela que nous on s'est retrouvé là-bas, et par cheminement, [à faire dans] les arts martiaux aussi. [...] Vous savez comment ça se passait avant : quand vous arrivez dans un dojo¹⁵⁵, il y a les voyous qui sont là et pour t'imposer tu allumes un voyou. Et tout de suite on te remarque, lui il veut te récupérer dans son groupe. »¹⁵⁶*

3.2 Un « marché de la violence » : entre offre et demande de production de violence

Avant de basculer dans des groupes porteurs de violence extrême, le jeune passe par des espaces intermédiaires de valorisation de son potentiel de production de violence. Le constat qui a été fait dans le cadre de cette étude est que la faible régulation de la compétition politique ou sociale, au sein même de l'école ou dans le champ politique, de même

151 Entretien Individuel, Enseignant, Bouaké, 05/2016.

152 Collège d'orientation de Bouaké, établissement d'enseignement secondaire.

153 Agresser.

154 Retraité, Focus groupe, Bouaké, 25/06/2016.

155 Un quartier.

156 Entretien individuel, Ex-combattant, Abobo, 18/05/2016.

que sur certains espaces économiques, offre au jeune le premier terrain de prestation de leur violence.

Dans le milieu étudiant et scolaire malien et ivoirien, les luttes pour le contrôle des mouvements syndicaux sont marquées par une production forte de violence depuis la fin des années 1980. En fait, dans ces deux pays, au contrôle de ces mouvements est associée la jouissance de la manne liée à certaines activités extra-universitaires. De même, il offre à la possibilité de contrôler la contestation dans le milieu étudiant par les pouvoirs en place et leurs oppositions politiques. Aussi, par groupes d'étudiants interposés, les entrepreneurs politiques soucieux de garder la haute main

sur ce milieu ne manquent pas de les engager dans des dynamiques de confrontations violentes¹⁵⁷, surtout au moment du renouvellement des instances dirigeantes de ces organisations.

157 En novembre 2015, des violences ont opposées des factions concurrentes de mouvements syndicaux, se soldant par la mort d'un étudiant, tué à l'arme blanche. En juillet 2016, de nouveaux affrontements ont eu lieu sur le même campus universitaire mettant en opposition des mouvements étudiants coalisés et les forces de l'ordre. En mars 2015, des affrontements similaires ont opposé des étudiants à Bamako, faisant huit blessés, dont un cas grave.

Encadré 3.2 | Une histoire d'élection étudiante ordinaire à Bamako

« Lors de la mise en place du nouveau secrétariat général, il y a des clans qui viennent défendre leurs intérêts. Le campus à l'IUG¹⁵⁸ est géré par le comité AEEM¹⁵⁹ d'une manière, donc ce qui fait que les autres comités viennent ici, et là, lors des missions pour le renouvellement [du bureau], chacun essaie de défendre son intérêt. Donc je pense que c'est un conflit d'intérêt d'une manière qui incite les camarades dans la violence. [...] L'injustice aussi, puisqu'on triche [truque] les élections [...]. Le 18 mars, il y a eu des casses ici, partout. Les vitres de l'administration [...], tout a été saccagé par des étudiants, des motos et autres... Il y a de l'imposition [d'un vainqueur par l'administration] qui a emmené ces violences.

[...] Tout récemment, le 15 août, lorsqu'on renouvelait le bureau des comités [...] y'a l'autre-là, qui n'a pas voulu céder. Ils ont vu qu'ils sont minoritaires, cela a fait que certains de nos camarades ont été blessés et cela a été causé par les camarades qui sont dans d'autres facultés.

[...] ils emmènent d'autres personnes qui ne sont même pas d'ici, des vagabonds. Si un clan se sent un peu minoritaire, il essaie d'emmener des forces extérieures, des personnes qui ne sont pas étudiants. »¹⁶⁰

158 Institut Universitaire de Gestion.

159 Association des Élèves et Étudiants du Mali.

160 M. C., Porte-parole du secrétaire général de l'AEEM, 2016.

Dans le milieu du transport en Côte d'Ivoire, la dynamique de la lutte de contrôle est la même. Faiblement régulé, ce secteur a trouvé à travers la violence ses propres voies de régulation¹⁶¹. Dans les quartiers centraux et périphériques de la capitale ivoirienne, les contraintes à la mobilité humaine liées à l'extension de la ville dans un contexte de compression des investissements publics dans le transport ont généré des modalités alternatives de prise en charge du déplacement des biens et des personnes. Assumées par des particuliers, ces offres de transport se construisent autour de l'ouverture de lignes permettant de rallier différents points de la ville sur lesquelles des taxes informelles multiples sont prélevées par des groupes dits « syndicats » ou des auxiliaires de transport localement appelés « *gnambro* ». On dénombre à Abidjan seulement plus d'une centaine de ces syndicats. La volonté de contrôle de la manne financière induite par ces taxations¹⁶² informelles donne lieu à des luttes violentes entre ceux-ci pour le contrôle des « gares ». Les jeunes sont les plus souvent démarchés afin de participer aux confrontations. Ce démarchage constitue, pour certains jeunes, la première étape d'une dynamique de professionnalisation de la violence.

3.3 Professionnalisation de la « filière violence » : L'individu offre et cherche des opportunités

Les « guerres nomades » qui depuis les années 1980 ont cours dans différents espaces d'opportunités voient affluer de nombreux jeunes porteurs de violence. La guerre en Sierra Léone et au Libéria a vu un important contingent de jeunes originaires de l'ouest ivoirien servir comme supplétifs aux factions combattantes, après avoir construit leur potentiel de production de violence dans les établissements scolaires et les rues de localités ivoiriennes comme Man ou Danané. Avec le déclenchement de la crise en Côte d'Ivoire, ce sont certains de ces jeunes qui ont rejoints les milices combattantes (MPIGO, MJP, AP-WE, FLGO¹⁶³, etc.) sur les différentes

161 Voir Interpeace/ Indigo (2015), *Obstacles à la cohésion sociale et les dynamiques de violence impliquant les jeunes dans l'espace urbain abidjanais*.

162 En raison de l'informalité du secteur, et de la nature des intérêts en jeu dans cette activité, il n'existe pas de données officielles quantifiant le volume des flux financiers concernés. Néanmoins, le secrétaire-général de la FENACI (Fédération Nationale des Gares Nouvelles de Côte d'Ivoire) estime ce montant à 30 milliards de francs cfa annuellement : <http://www.linodrome.com/societe-culture/17311-les-gnambros-les-seigneurs-du-secteur-30-milliards-de-f-cfa-de-taxes-illegales-collectees-par-an> (en ligne).

163 Mouvement Populaire Ivoirien pour la défense du Grand Ouest ;

lignes de fronts.¹⁶⁴ Il en est de même de jeunes ex-talibés qui, à partir du Mali ont rejoint dans les années 2000 les rangs de la rébellion ivoirienne.¹⁶⁵ Ainsi, ces jeunes multiplient les expériences de violence pour se composer un capital. Ceux qui n'ont pas encore l'opportunité des vrais terrains de conflit passent quant à eux d'expériences de petite délinquance à des actes de plus en plus extrêmes de production de violence criminelle.

« J'ai rencontré un jeune [qui] a rejoint les groupes armés de la Côte d'Ivoire à 18 ans. Il est parti dans cette rébellion pour chercher de l'argent et relever le défi pour sa famille, parce que son voisinage n'était pas bon, ce jeune est un Sénoufo, car leur famille fut marginalisée après la mort du père. La famille fut victime de son entourage, c'est pourquoi il a rejoint la rébellion de la Côte d'Ivoire. Après [...] la rébellion en Côte d'Ivoire, maintenant il se jette à la quête de l'argent, et soudain quand la rébellion a commencé au Mali [...] il se disait "je veux avoir de l'argent pour me libérer et être à l'aise". C'est ainsi qu'il m'a dit : "quand la rébellion du Mali avait commencé, ils nous ont appelés nos correspondants au Mali. Il y a des délégués qui sont venus jusqu'ici, nous réunir, ils nous ont dit "la rébellion du Mali vient de commencer ceux qui veulent partir n'ont qu'à s'apprêter !" »¹⁶⁶

Aujourd'hui, un vivier de porteurs de violence fortement aguerris au maniement des armes, mal démobilisés, est en attente de mobilisation sur les terrains de guerre à partir d'un pays comme la Côte d'Ivoire. S'il est vrai que le processus de DDR a essayé d'en réinsérer le maximum, il reste qu'un groupe constitué d'une partie de ces ex-combattants continue de marquer ses récriminations à l'encontre du processus. Un certain nombre de ces démobilisés considèrent n'avoir pas été correctement réinsérés, et se voient de ce fait en laissés pour compte au regard de leur engagement.

Le processus de DDR a travaillé à les réinsérer dans la vie civile en leur donnant un filet social de sécurité sous la forme de pécule, de même que, pour certains, une compétence technique acquise dans le cadre de divers projets de formation technique, même si certains exerçaient une activité avant la crise. Dans le milieu des ex-combattants, des tensions de discours existent. Certains estiment que l'État de Côte d'Ivoire a fait sa part en termes de réinsertion et que ceux qui exerçaient une activité avant leur enrôlement

Mouvement pour la Justice et la Paix ; Association du Peuple Wè ; Front de Libération du Grand Ouest.

164 GALY, Michel (2007), *Guerres nomades et sociétés ouest-africaines*, L'Harmattan.

165 Chargeur, Entretien collectif, Gare de Sikasso, Sikasso, 22/06/2016.

166 Validation, Sikasso, 6/09/2016.

dans la crise devraient retourner à leurs activités initiales. Pour les autres, la guerre leur a fait acquérir un capital autre : le potentiel de production de violence. Pour ces derniers donc, le processus de DDR devrait justement capitaliser sur cela. Pour ces derniers, les réinsérer autrement que dans des activités militaires ou paramilitaires n'est donc pas suffisamment valorisant.

« Quelqu'un qui a fait 10 ans, de toi à moi, est-ce que c'est l'argent on doit lui donner, 800 000 francs, pour le réinsérer ? Un homme qui a fait 10 ans sans travailler ! Aujourd'hui là c'est à cause de nous que le pays est en paix. C'est à cause de nous le Président est au pouvoir. Et c'est à cause de moi [l'autre] est Président de l'Assemblée nationale aujourd'hui en Côte d'Ivoire. C'est à cause de la rébellion. Et ces hommes-là, vous les laissez, on nous dit rien. »¹⁶⁷

« Nous-là, les gbagbadji¹⁶⁸ que nous on a lavé, c'est encore dans nos sangs. Après 100 ans, moi là je peux encore combattre. [...] Je n'ai même pas peur même. Si arme, munition moi m'a tué c'est que c'est Dieu qui a voulu cela parce que j'ai lavé c'est dans mon sang. S'ils veulent ils n'ont qu'à s'amuser mais moi je suis là le jour quelqu'un va venir m'acheter ils n'ont qu'à se dire que je vais suivre la personne. [...] Aucun ex-combattant n'est allé sur le front s'il n'a pas quelque chose. On est tous protégé de notre manière. Il y a d'autres qui ont ça dans sang. Il y a d'autres, il faut les porter et après les enlever. »¹⁶⁹

Vu que certains ont une fascination pour le métier des armes, leur insertion dans les corps militaires ou paramilitaires est au cœur de leurs attentes puisque dans les imaginaires, c'est ce type de profil qui les valorise le mieux après des années de maniement des armes et qui correspond à l'image qu'ils se sont construit d'eux-mêmes. Seulement, dans la pratique, il reste évident que le potentiel d'absorption légitime de toutes ces personnes espérant capitaliser sur ce potentiel de production de violence est bien faible. Il leur est demandé de travailler à leur réinsertion dans des corps de métier alternatifs. Seulement, l'on n'a pas toujours pris le soin de « décapitaliser » ce potentiel de production de violence en la réorientant vers des fins de développement. Aussi, pour nombre d'entre ces personnes, tout terrain de conflit serait pour elles une opportunité, y compris sur le terrain ivoirien.

« On vous dit que vous êtes ex-combattants. On dit d'aller faire resso¹⁷⁰. Resso ça veut dire quoi ? Enlever les trucs de

la rébellion dans la tête. Mais quand vous partez au resso, on vous fait faire des trucs de militaire là-bas. On vous rase, vous rampez, vous pompez, vous vous couchez, vous regardez le ciel... on vous fait du n'importe quoi au resso ! Après on vous laisse encore, on vous donne 800 000 francs. On vous dit de venir faire commerce. Est-ce que les 800 000 francs peuvent vous faire quoi ? Ça peut rien vous faire ! Donc si quelqu'un vient vous voir que d'aller mettre bombe quelque part, [...] affaire de djihadiste, moi je vais aller le faire parce que j'ai fait 10 ans de guerre ; parce que d'abord je suis frustré. »¹⁷¹

Dans le cadre de la présente recherche, le cas de l'une de ces personnes ex-combattantes associées aux attentats du 13 mars 2016 à Grand-Bassam a été mise en avant. Leur récrimination ressemblant dès lors à un appel du pied pour capitaliser au mieux leur potentiel de producteur de violence. Certains se construisent donc un réseau d'accès à l'information sur les offres potentielles d'engagement. Ces derniers jouent sur le sentiment partagé que leur réinsertion reste incomplète vu la relative précarité économique dans laquelle ils vivaient et l'information, fausse ou avérée, selon laquelle ce type d'engagement dans des groupes porteurs de violence serait fortement rétribué. Chose que certains ont présenté comme étant la base de leur engagement dans la rébellion ivoirienne : une promesse jamais tenue à ce jour leur auraient semblé-t-il été faite de capitaliser leur engagement contre une importante récompense financière et la mise à disposition d'un bien immobilier à chaque combattant. Dans ces conditions, ces ex-combattants semblent être dans la surenchère, se proposant de monnayer leurs compétences auprès de tout entrepreneur de violence intéressé, fut-il « djihadiste ».

« J'avais entendu qu'ils sont en train de recruter avant coup d'Etat de Burkina, ils sont en train de faire recrutement, c'était pour enlever Blaise au pouvoir. J'ai entendu parler mais ceux qui faisaient recrutement ne se sont pas approchés de moi. Il y a un ami un jour qui est venu me dire qu'ils sont en train de faire recrutement, est ce que tu es partant ? »¹⁷²

« J'ai un ami qui est à Daloa, il m'a appelé la nuit (...) Il dit qu'il voulait savoir quelque chose, je dis comme quoi ? Il dit est-ce que tu n'as pas le son de mercenariat ? (...) Ça veut dire qu'il est fatigué de rester comme cela en tout cas si quelqu'un vient lui proposer actuellement quelque chose

167 B. I., Homme, Focus groupe Ex-combattants, Bouaké, 2016.

168 Talismans ou fétiches supposés protéger ses détenteurs.

169 K. B., Focus groupe Ex-combattants (démobilisés) de Côte d'Ivoire, Bouaké, 2016.

170 Diminutif de resocialisation, processus mené dans le cadre du

DDR en Côte d'Ivoire.

171 V. N., Focus groupe Ex-combattants (démobilisés) de Côte d'Ivoire, Bouaké, 2016.

172 B. Y., Homme, Entretien individuel, Abobo, 18/05/2016.

pour aller attaquer quelque part mais il va partir. »¹⁷³

« Ya des sites d'internet où on recrute des terroristes ; on leur propose des millions tu viens on te paye cher tu t'en vas, on assure ta famille et puis tu vas te tuer. »¹⁷⁴

Pour les jeunes engagés auprès les groupes d'auto-défense dans la région de Gao au Mali, là-bas aussi, la désillusion peut être grande. Là également, la réintégration au sein des corps de défense ou de sécurité constitue une revendication omniprésente dans le discours. Cependant, l'élément central semble demeurer le besoin de reconnaissance et de valorisation de leur engagement : « *Les jeunes de Gao ont montrés à la face du monde qu'ils sont républicains en absence de l'Etat, mais au retour de l'Etat ils n'ont pas été récompensés.* »¹⁷⁵

« Ce qui est frustrant au moment où ça chauffait, la jeunesse de Gao a prouvé sa bravoure. Après le retour de la paix ils n'ont vu aucune visite ni du président, ni des ministres du gouvernement pour remercier et rendre hommage aux jeunes de Gao. »¹⁷⁶

« On n'a pas besoin qu'on nous donne des millions, mais tout simplement nous encourager, nous mettre en confiance, ceci nous apaise. »¹⁷⁷

Dans tous les cas, il ressort, à la lumière de ce qui précède des consultations sur le terrain et à l'analyse de certaines dynamiques perceptibles dans ces localités, qu'on assiste à une montée assez préoccupante de « filières » de recrutement

et de mobilisation d'acteurs potentiellement violents qui surfent sur les crises sociales, politiques, armées et autres élans idéologiques de plus en plus en vogue dans la sous-région et, partant, le continent tout entier.

Conclusion du chapitre

Après avoir transité dans différents cadres alternatifs dans lesquels ils ont été socialisés par la violence, beaucoup de jeunes se construisent un capital violence qui n'attend que d'être valorisé sur les terrains de conflit et/ou les champs de tensions sociales. C'est ce capital qui semble aider à alimenter le marché sur lequel les nouvelles formes de violence puisent pour se maintenir. Aussi, il importe que les processus de DDR prennent en compte tous les jeunes à risque évoluant dans ces cadres alternatifs de socialisation, et que soit décapitaliser chez de nombreux ex-combattants leur potentiel de production de violence dans la mesure où la réinsertion ne pourra se faire à l'encontre de l'image et de l'estime que ces individus se sont construites d'eux-mêmes. Le défi reste donc pour les sociétés de trouver la manière la mieux adaptée afin de réduire au maximum les risques de remobilisation de ces jeunes dans la violence par une approche travaillant à mettre ce capital de violence à son service, et non contre elle.

173 *Idem.*

174 S. M., Focus groupe Femmes et jeunes dames sunnites, Abobo, 03/06/2016.

175 Focus groupe Membres des groupes d'autodéfense, Gao, 24/05/2016.

176 *Idem.*

177 *Idem.*

CONCLUSION

CONCLUSION

RÉSULTATS CLÉS

Une quête de reconnaissance sociale

Au-delà de l'idéologie

1. Le démarchage idéologique (religieux, politique ou autre) ne suffit pas à déterminer et structurer les trajectoires d'engagement des jeunes dans la violence (ou dans un groupe « extrême » ou violent). L'idéologie intervient beaucoup plus systématiquement dans la légitimation de la violence *à posteriori* et/ou comme outil de renforcement de la cohésion au sein du groupe. Même au sein des groupes partageant une idéologie considérée comme extrême, le risque réel de violence ne provient pas de l'idéologie elle-même, mais de la **rupture du groupe avec la société** – par la construction d'un discours victimaire ou par la marginalisation/stigmatisation – pouvant légitimer le recours à la violence.

Au-delà de l'appât du gain

2. La promesse de l'argent seule ne suffit pas à pousser les jeunes à commettre des actes violents et/ ou à adhérer à un groupe « extrême ». L'aspect économique doit être compris comme une simple composante d'une réalité plus large et complexe, celle de **la réussite et de la valorisation sociale**. Le travail proposé pour gagner cet argent doit être en mesure d'offrir également valorisation et reconnaissance sociale.

Une socialisation à la violence

3. Les notions d'embrigadement ou de radicalisation omettent de prendre en compte les processus à l'œuvre de « **socialisation à la violence** ». C'est-à-dire que, par leur passage au sein de divers espaces de socialisation, il se structure chez les jeunes la perception de légitimité et/ou la valorisation du recours à la violence. Les groupes violents n'introduisent ainsi pas la violence dans un contexte vierge, ils captent ou valorisent le capital de violence que s'est construit le jeune dans ces espaces.

Une professionnalisation de la violence

4. Un phénomène de « **professionnalisation de la violence** » est observé. Certains jeunes se construisent une expérience d'usage de la violence qu'ils accumulent tel un capital. Ils prospèrent grâce à la valorisation de la violence dans leur environnement et contractualisent ce capital dans le cadre d'un marché de la violence.

Une dimension transnationale

5. La professionnalisation de la violence s'opère dans un « **marché de la violence** » au-delà des frontières étatiques. La demande par les groupes armés et l'offre des jeunes possédant un capital de violence se rencontrent au gré des opportunités et évolutions sociopolitiques de la sous-région.

Une crise éducative

6. Pour les populations, une profonde crise éducative touchant la famille, la communauté et l'école est à la base des trajectoires des jeunes vers la violence. Au centre de cette dynamique se trouve une « **crise de la relation d'autorité** ». Cette dernière englobe notamment l'autorité du maître, de même qu'une absence de continuité éducative entre la famille, la communauté et l'école. L'école n'arrive plus à transmettre l'apprentissage des compétences de base, et sa perte de crédibilité ne permet plus à l'éducation de structurer des **imaginaires de réussite** à même d'accompagner les jeunes de façon constructive dans leur vie active.

Une école coranique comme source de résilience positive ou négative

7. Souvent pointées du doigt comme un facteur de risque, les écoles coraniques peuvent constituer en réalité une **source de résilience positive** jouissant d'une forte légitimité auprès des populations de par leur capacité à assurer une transmission effective de valeurs et un contrôle social fort. Elles peuvent néanmoins effectivement contribuer aux trajectoires des jeunes vers les nouvelles formes de violence : non pas à cause de leur idéologie religieuse, mais en raison du fort **contrôle/autorité** dont le maître jouit sur ses élèves/talibés, ce qui, s'il est mal intentionné, lui permet de diriger les enfants vers la production de violence. Cette forte influence du maître peut donc constituer un **facteur de résilience positif et/ou négatif** selon la façon dont ce dernier en fait usage.

RECOMMANDATIONS

Actions concernant les jeunes et les groupes perçus comme violents ou « extrêmes »

1. **Appuyer des initiatives pour les jeunes, en impliquant toutes les parties prenantes.** – L'appui à la jeunesse doit être une priorité. Toutefois, cela doit se faire dans le cadre d'actions transversales qui ne se limitent pas qu'aux jeunes mais incluent, à toutes les étapes, les autres composantes de la communauté/ société, y compris les femmes/ mères, les aînés, la famille, les figures de réussite locales, les enseignants et les leaders religieux qui constituent le cadre social influençant les trajectoires des jeunes. L'objectif est de responsabiliser ces derniers quant à leur rôle et attentes vis-à-vis de ces jeunes. Ainsi les dynamiques positives (ex : encadrement de proximité par le maître coranique) peuvent être renforcées et les dynamiques négatives transformées (ex : déconstruction de la socialisation à la violence). Enfin, il s'agit d'inscrire les jeunes comme acteurs à part entière dans leur société. Leur valorisation comme acteurs constructifs doit faire partie intégrante des stratégies d'action.
2. **Assurer un accompagnement communautaire à la réinsertion de jeunes violents.** – Les jeunes déjà engagés dans des trajectoires de violence ne peuvent pas être ramenés durablement sur le droit chemin par des actions qui ne considèrent pas leur environnement social immédiat. Les actions de réinsertion doivent avoir comme objectif de reconnecter l'individu à la société au sens large. Ceci nécessite un accompagnement de proximité par des mentors/ personnes de confiance (ex. éducateurs, travailleurs sociaux, enseignants, etc.) à même d'encourager la création de liens de confiance avec la communauté et de valoriser l'individu de sorte à ce qu'il existe socialement.
3. **Placer le renforcement de l'estime de soi et la reconnaissance sociale au coeur des initiatives visant l'emploi des jeunes.** – La génération de revenus, l'emploi et l'entrepreneuriat font partie de la solution mais ne sont pas suffisants à eux seuls. Ces initiatives doivent être complétées par un objectif

de transformation sociale. Concrètement, il s'agit ainsi d'inscrire la création de revenus pour les jeunes dans une optique de transformation de leurs rôles dans la communauté, de leurs modèles de réussite et stratégies de résilience. Ce questionnement axé sur la transformation sociale doit se refléter depuis les diagnostics initiaux, en passant par le développement des politiques et des projets, leurs théories du changement et leurs outils de documentation du changement (indicateurs), jusqu'à l'évaluation des résultats.

4. **Valoriser et intégrer (au lieu de stigmatiser et exclure) les groupes en rupture avec la société.** – La dangerosité des groupes provenant non-pas de leur idéologie mais de leur rupture avec la société, plutôt que de concevoir des actions visant uniquement à combattre, isoler ou délégitimer les discours dits « radicaux », les actions doivent viser à changer le rapport avec ces groupes afin de les amener à se reconnaître comme **partie intégrante de la société** tout en respectant leur identité de groupe. Pour ce faire, un dialogue social inclusif à tous les niveaux doit être facilité, visant à renforcer l'élément fédérateur de ces groupes comme élément de **résilience positive**, tout en minimisant les risques liés à leur isolement/ victimisation.
5. **Prendre en considération l'existence d'un d'une professionnalisation de la violence au-delà des frontières nationales.** – Les actions visant à s'attaquer de manière effective à la professionnalisation de la violence, tant au niveau de l'offre des services de prestation de violence par les jeunes que de la demande par les groupes armés ou autres acteurs, doivent tenir compte des dynamiques transnationales en Afrique de l'Ouest. Dans ce sens, les actions au niveau local et national doivent alimenter les discussions et mécanismes régionaux de prise de décision et concertation notamment au sein du G5 Sahel, de la CEDEAO et de l'Union Africaine.

Actions dans le domaine de l'éducation

6. **Intégrer la transmission du savoir-faire et du savoir-être dans le système de l'éducation et revaloriser le rôle de l'enseignant.** – La réinvention d'une approche pédagogique et d'un modèle éducatif doit être axée sur la relation pédagogique entre l'enseignant et l'élève. L'autorité du maître doit être repensée au-delà de la coercition physique, et se bâtir sur le relationnel : c'est-à-dire sur la capacité de l'enseignant à valoriser et encadrer le jeune ; sur une posture s'apparentant davantage à celle d'un mentor. Sur la base de cette relation de valorisation mutuelle, des actions visant à réformer le système éducatif peuvent commencer à mettre l'accent non pas seulement sur la transmission de connaissances (savoir), mais sur la transmission du savoir-faire et de savoir-être (éducation morale), et ce, au-delà du simple contenu du curriculum.
7. **Assurer une continuité éducative entre famille, communauté et école.** – Les réponses à la crise d'autorité de l'enseignant, elle-même au cœur de la crise éducative plus large, ne peuvent être limitées aux établissements scolaires formels. Les actions dans le domaine de l'éducation doivent prioriser

le développement d'une continuité éducative entre la famille, la communauté et l'école afin d'assurer une revalorisation sociale de l'école et de la figure de l'enseignant, et assurer une cohérence entre les modèles de réussite promus auprès des jeunes et la société au sens large.

8. **Engager toutes les parties prenantes dans une meilleure compréhension de l'enseignement coranique, pour valoriser les bonnes pratiques et identifier les meilleures articulations possibles avec le système formel.** – L'école coranique peut constituer un élément de résilience positive face à la crise de socialisation grâce à son modèle d'encadrement de proximité et d'éducation morale. Afin de mieux valoriser les bonnes pratiques de cette forme d'école, de ses élèves et ses enseignants, il importe d'une part de travailler à placer les directeurs et maîtres d'écoles coraniques, ainsi que les communautés, au centre du processus d'articulation entre éducation formelle et coranique. D'autre part il importe de reconnaître les acquis des élèves de l'éducation coraniques par le système éducatif.

ANNEXES

ANNEXES

Annexe 1. Activités réalisées

Tableau 1 : Focus groupes et entretiens individuels réalisés en Côte d'Ivoire

Localités	Date	Focus groupe	Nombre de participants par focus groupe	Nombre de focus groupes par localité	Nombre de participants par localité	Nombre d'entretiens individuels par localité
	01/05/2016	Communauté Soufi	10			
	09/05/2016	Institut Islamique Sunnite	16			
	15/05/2016	Comité d'autodéfense	31			
	16/05/2016	Grins	10			
	28/05/2016	Jeunes musulmans	17			
Abobo	28/05/2016	Jeunes politiques	12	10	180	5
	29/05/2016	Jeunes catholiques	19			
	03/06/2016	Femmes et jeunes dames sunnites voilées	26			
	24/06/2016	Pasteurs Eglises évangéliques	16			
	19/07/2016	Jeunes diplômés de l'enseignement islamique	23			
	23/04/2016	Elèves Ecole de Formation	14			
	28/04/2016	Ex-combattants	17			
	12/05/2016	Talibés	19			
	14/05/2016	Enseignants Ecole Islamiques	14			
Bouaké	20/05/2016	Artisans	14	10	152	10
	21/05/2016	Transporteurs	8			
	22/05/2016	Grins	20			
	25/06/2016	Familles Musulmanes	17			
	26/06/2016	Moto-taxi	19			
	27/06/2016	Enseignants EDHC	10			
TOTAUX				20	332	15

Tableau 2 : Focus groupes et entretiens individuels réalisés au Mali

Localités	Date	Focus groupe	Nombre de participants par focus groupe	Nombre de focus groupes par localité	Nombre de participants par localité	Nombre d'entretiens individuels par localité
Région de Gao	22/04/2016	Talibés	21			
	24/05/2016	Autodéfense	19	3	63	21
	24/05/2016	Leaders religieux	23			
Région de Sikasso	15/04/2016	Maîtres Medersas et Talibés	17			
	15/04/2016	Imams/Prêcheurs/Religieux (Sikasso)	22			
	17/04/2016	Dawa	4	6	109	15
	20/04/2016	Imams/Prêcheurs/Religieux (Bougouni)	21			
	22/04/2016	Elèves Medersas	20			
	21/04/2016	Wahhabites	25			
Bamako	10/05/2016	Etudiants arabophones	24			
	11/05/2016	UJMMA	26	3	77	10
	19/09/2016	Diversité d'acteurs	27			
TOTAUX				12	249	46

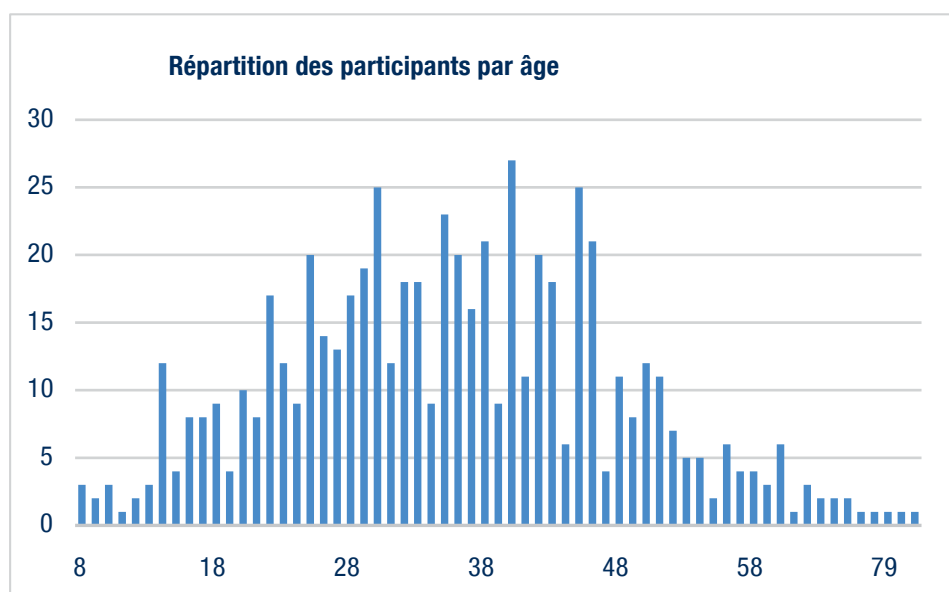
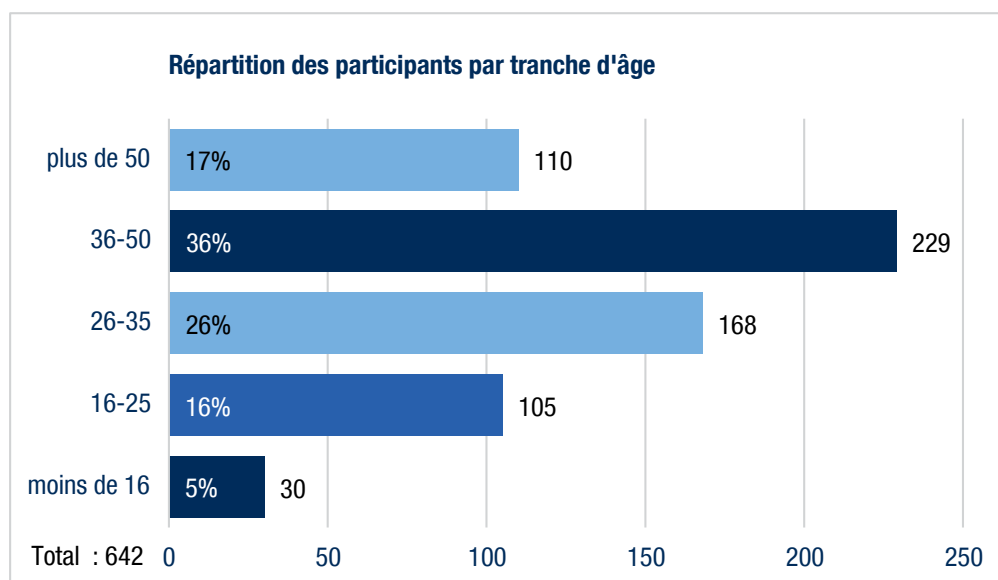
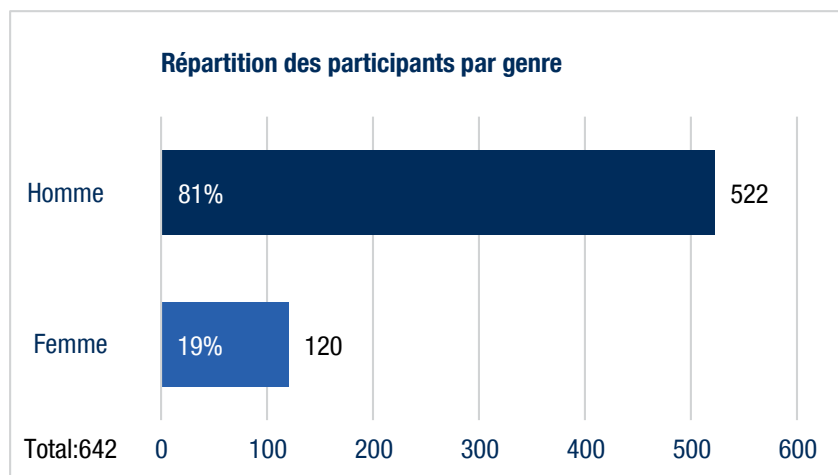
Tableau 3 : Restitutions des résultats à une sélection des participants pour validation

Localités	Pays	Date	Nombre de participants
Abobo	Côte d'Ivoire	31/08/2016	22
Bouaké	Côte d'Ivoire	03/09/2016	25
Gao	Mali	29-30/09/2016	22
Sikasso	Mali	06-07/09/2016	29
TOTAL			98

Tableau 4 : Ensemble des activités réalisées

Activités	Côte d'Ivoire	Mali	TOTAUX
Focus groupes	20	12	32
Entretiens individuels	15	46	61
Restitutions	2	2	4
Nombre de participants	397	346	743

Annexe 2. Composition socio-démographique des participants à la recherche participative



Annexe 3. Cartographie des localités consultées



BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

ALY, A. et al., « Moral Disengagement and Building Resilience to Violent Extremism: An Education Intervention », *Studies in Conflict and Terrorism*, Vol. 37, 2014.

BIAYA, T. K., « Jeunes et culture de la rue en Afrique urbaine (Addis-Abeba, Dakar et Kinshasa) », *Politique africaine*, no.80, décembre 2000, pp. 12-31.

BREDELOUP, S., « Étudiants arabophones de retour à Ouagadougou cherchent désespérément reconnaissance », *L'Année du Maghreb*, no.11, 2014, pp.57-78.

BELAALA, S., « L'extrémisme violent : Vers une stratégie de prévention dans l'espace francophone », *International Peace Institute (IPI)*, janvier 2016.

BELAALA, S., « Les facteurs de création ou de modification des processus de radicalisation violente, chez les jeunes en particulier », *Compagnie Européenne d'Intelligence Stratégique (CEIS)*, 2008.

Center on Global Counterterrorism Cooperation, « La lutte contre l'extrémisme violent et la promotion de la mobilisation communautaire en Afrique de l'Ouest et au Sahel », juillet 2013.

CASSIDY, T., « How Foreign Aid Affects Terrorism: Studying the Channel of Social Spending », *Issues in Political Economy*, Vol 19, Georgetown University, 2010.

COOLSAET, R., « All Radicalisation is Local: The genesis and drawbacks of an elusive concept », *Egmont Paper 84*, Royal Institute for International Relations, juin 2016, p.23.

CRAGIN, K., BRADLEY, M. A., ROBINSON, E., STEINBERG, P.S., « What factors cause youth to reject violent extremism? », *Rand Corporation*, 2015.

De la CORTE, L., « Explaining Terrorism : A Psychosocial Approach », *Perspectives on Terrorism*, 2007.

European Commission, « Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, The European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions », Brussels juin 14, 2016, pp 3-4.

GALY, M., « Guerres nomades et sociétés ouest-africaines », *L'Harmattan*, 2007.

International Crisis Group, « The Central Sahel: A Perfect Sandstorm », *Report N°227/Africa*, 25 juin 2015.

- International Crisis Group, « Islamist Terrorism in the Sahel: Fact or Fiction? », Africa Report no. 92, 31 mars 2005.
- INTERPEACE, IMRAP, « Autoportrait du Mali, les obstacles à la paix », UE et Danemark, mars 2015.
- INTERPEACE, IMRAP, « Mutations des valeurs sociétales : diagnostic et solutions pour une paix durable au Mali », Danemark et Norvège, juin 2016.
- INTERPEACE, INDIGO, « Obstacles à la cohésion sociale et dynamiques de violence impliquant les jeunes dans l'espace urbain », Rapport de recherche participative, UNICEF et PNUD, juillet 2015.
- INTERPEACE, INDIGO, « Rapport du projet pilote sur la réinsertion de jeunes évoluant en bandes organisées dits microbes », UNICEF, Abidjan, Publication prévue fin 2016.
- INTERPEACE, « Bridging gaps: Interpeace and the reduction of violence in El Salvador », 29 décembre, 2014, pp. 1-8.
- INTERPEACE, « Can women and youth make a difference in the prevention of violent extremism? », interpeace.org, 29 juin 2016.
- ISS, « Jeunes « djihadistes » au Mali : Guidés par la foi ou par les circonstances ? », Note d'analyse 89, août 2016.
- KIEFFER, J., « Les jeunes des « grins » de thé et la campagne électorale à Ouagadougou », Politique africaine, vol.11 no.101, 2006, pp. 63-82.
- KOUAME. S. et HOFF. M., « Pour une EDHC transformationnelle en Côte d'Ivoire », Fondation Konrad Adenauer, à paraître.
- LANOUE, E. et LAURENCE, P., « Passions scolaires en Côte-d'Ivoire : École, État et société », Cahiers d'études africaines, 2003, pp.169-170.
- « Libéria, Sierra Leone, Guinée : la régionalisation », Politique Africaine, no.88, décembre 2002.
- MARWAN, M., « Les affrontements entre bandes : virilité, honneur et réputation », Revue Déviance et société, n°2, vol. 33, 2009, pp.173-204.
- MCCAULEY, C. et MOSKALENKO, S., « Mechanisms of Political Radicalization: Pathways Toward Terrorism », Terrorism and Political Violence, vol.20, no.3, 2008.
- MERCY CORPS, « Youth and Consequences: unemployment, injustice and violence », 2015.
- MOLTES, A., « Tackling radicalization from within », thebrokeronline.eu, septembre 2016.
- Timbuktu Institute, « Facteurs de radicalisation : perception du terrorisme chez les jeunes dans la grande banlieue de Dakar », Dakar, octobre 2016.
- UNHABITAT, « Profil urbain d'Abobo », Urban Profiles, 2012, p. 28.
- UNICEF, « Analyse de données du module pilote MICS sur la cohésion sociale », juin 2016.
- USAID, « Guide to the drivers of violent extremism », février 2009.
- VARENNE, L., « Abobo la guerre : Côte d'Ivoire, terrain de jeu de la France et de l'ONU », Paris, Fayard, 2012.



interpeace

Bureau Régional pour
l'Afrique de l'Ouest
Tél : +225 22 42 33 41
wao@interpeace.org
www.interpeace.org



Indigo CÔTE D'IVOIRE

Initiative de Dialogue et Recherche - Action pour la Paix

Tél : +225 06 54 39 92
indigocdi@gmail.com
www.indigo-ci.org



Tél. : +223 20 22 18 48
info@imrap-mali.org
www.imrap-mali.org



Bureau Regional pour l'Afrique
de l'Ouest et du Centre
Tél : +221 786 380 250
prose@unicef.org
www.unicef.org/wcaro



En partenariat avec les Nations Unies

ISBN 978-9966-1666-6-1



9 789966 166661 >